

Il sortira son plein et entier effet dès sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 décembre 2002.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche scientifique,

F.-X. de DONNEA

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Travaux publics, du Transport et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,

J. CHABERT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de l'Energie et du Logement,

E. TOMAS

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Conservation de la Nature, de la Propreté publique et du Commerce extérieur,

D. GOSUIN

—————  
Note

(1) *Documents du Conseil* :

*Session ordinaire 2001-2002.*

A-337/1. Projet d'ordonnance.

*Session ordinaire 2002-2003.*

A-337/2. Rapport.

*Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du vendredi 13 décembre 2002.

Het zal volkomen uitwerking hebben met ingang van de dag van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 december 2002.

De Minister-Voorzitter Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek,

F.-X. de DONNEA

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbare Werken, Vervoer, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

J. CHABERT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Werkgelegenheid, Economie, Energie en Huisvesting,

E. TOMAS

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Ambtenarzaken en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu en Waterbeleid, Natuurbehoud, Openbare Netheid en Buitenlandse Handel,

D. GOSUIN

—————  
Nota

(1) *Documenten van de Raad* :

*Gewone zitting 2001-2002.*

A-337/1. Ontwerp van ordonnantie.

*Gewone zitting 2002-2003.*

A-337/2. Verslag.

*Volledig verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van vrijdag 13 december 2002.

Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'exécution et au financement de l'assainissement du sol des stations-service

Vu l'article 173 de la Constitution coordonnée;

Vu la loi du 5 mai 1888 relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, et à la surveillance des machines et chaudières à vapeur;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du Conseil flamand du 28 juin 1985 relatif au permis d'environnement;

Vu la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, en particulier la rubrique 32-7 du tableau annexé à la loi, inséré par la loi du 24 décembre 1993;

Vu la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à parachever la structure fédérale de l'Etat, notamment les articles 6, § 1<sup>er</sup>, II, 1°, 2° et 3°, § 1<sup>er</sup>, VI, 5° alinéa, 8° et 9<sup>bis</sup>, § 1<sup>er</sup>;

Vu la loi du 24 décembre 1993 créant des fonds budgétaires et modifiant la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, en particulier l'article 2;

Vu le décret du Conseil régional flamand du 22 février 1995 relatif à l'assainissement du sol;

Vu l'ordonnance du 5 juin 1997 du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale relative aux permis d'environnement;

Vu la loi du 10 juin 1997 relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accises;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitvoering en financiering van de bodemsanering van tankstations

Gelet op artikel 173 van de gecoördineerde Grondwet;

Gelet op de wet van 5 mei 188 betreffende de inspectie van de gevaarlijkste, insalubere en hinderlijke inrichtingen, alsmede het toezicht op machines en stoomtoestellen;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen zoals gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van de Vlaamse Raad van 28 juni 1985 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op de organieke wet van 27 december 1990 tot oprichting van begrotingsfondsen, in het bijzonder rubriek 32-7 van de bij die wet gevoegde tael, ingevoegd bij de wet van 24 december 1993.

Gelet op ed bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid op de artikelen 6, § 1, II, 1°, 2° en 3°, § 1, VI, lid 5, 8° en 9<sup>bis</sup>, § 1;

Gelet op de wet van 24 december 1993 tot oprichting van begrotingsfondsen en tot wijziging van de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het decreet van de Vlaamse Raad van 22 februari 1995 betreffende de bodemsanering;

Gelet op de ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen;

Gelet op de wet van 10 juni 1997 betreffende de algemene regeling voor accijsproducten, het voorhanden hebben, het verkeer daarvan en de controles daarop;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Considérant que les trois Régions ont adopté des normes environnementales visant à éviter à l'avenir que le sol ne soit encore gravement pollué à la suite de l'exploitation de stations-service;

Considérant que la pollution du sol résultant de l'exploitation de stations-service à une époque où une réglementation préventive ou suffisamment préventive n'était pas encore en vigueur, constitue un élément important de la pollution du sol et que l'assainissement de cette pollution du sol peut engendrer des frais considérables;

Considérant que le principe du « pollueur payeur » ne peut pas s'appliquer sans nuance à cette pollution du sol;

Considérant qu'il est recommandé dès lors de financer l'assainissement des stations-service ainsi polluées de manière alternative, notamment en constituant un fonds d'assainissement du sol de droit privé, placé toutefois sous le contrôle de l'autorité publique;

Considérant qu'il peut être créé à cet effet une personne de droit privé, ayant pour mission lors de la fermeture de stations-service de mettre en œuvre et de financer l'assainissement des sites ou terrains pollués où se trouvent ou se trouvaient des stations-service, au nom et pour compte des exploitants de stations-service, des occupants ou des propriétaires, et dans le cas de poursuite de l'exploitation de la station-service de conseiller, d'assurer le suivi administratif et de contrôler l'assainissement et de rembourser partiellement les frais d'assainissement, sur la base des cotisations obligatoires de toutes les entreprises soumises à accises qui commercialisent des huiles minérales sur le marché belge;

Considérant qu'il est nécessaire de prendre de concert dans les trois Régions, des mesures visant à l'assainissement des sites et terrains pollués où se trouvent ou se trouvaient des stations-service afin, d'une part, d'éviter et de réduire les incidences sur l'environnement de ces sources de pollution de manière à atteindre un haut niveau de protection de l'environnement, sans, d'autre part, perturber l'union économique et l'unité monétaire du pays;

Considérant que seul un accord de coopération ayant force de loi offre une garantie suffisante en vue de l'adoption d'une réglementation uniforme sur l'ensemble du territoire belge;

L'Etat fédéral, représenté par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports; la Ministre de la Protection de la Consommation, de la Santé publique et de l'Environnement; le Ministre des Finances; le Ministre de l'Economie et le Secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable;

La Région flamande, représentée par le Gouvernement flamand, en la personne de son Ministre-Président et en la personne de la Ministre de l'Environnement;

La Région wallonne, représentée par le Gouvernement wallon, en la personne de son Ministre-Président et en la personne du Ministre de l'Environnement;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre-Président et du Ministre de l'Environnement,

Ont convenu ce qui suit :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent accord est d'application directe.

Le présent accord s'applique à l'assainissement des sites pollués et vise son financement sans, de quelque manière que ce soit, porter atteinte aux droits et obligations des personnes et autorités publiques concernées, tels que définis dans les législations régionales.

**Art. 2.** Pour l'application du présent accord, il faut entendre par :

1° Pollution du sol : la pollution du sol et de la nappe aquifère, telle qu'elle est définie dans les législations régionales;

2° Assainissement du sol : le traitement de la pollution du sol, tel qu'il est défini dans les législations régionales;

3° Station-service : toute installation destinée à l'alimentation en hydrocarbures liquides des réservoirs des véhicules à moteur, pour autant qu'elle soit exploitée ou ait été exploitée au moins jusqu'au 31 décembre 1992 comme point de vente au public.

Overwegende dat in de drie Gewesten milieunormen werden ingevoerd die in de toekomst moeten vermijden dat de bodem, ten gevolge van de uitbating van tankstations, nog ernstig vervuild zou worden;

Overwegende dat bodemverontreiniging tot stand gekomen ten gevolge van de vroegere uitbating van tankstations op een ogenblik dat preventieve regelgeving nog niet woorganden was, een belangrijk deel uitmaakt van de bodemverontreiniging en de sanering van die bodemverontreiniging tot aanzienlijke financiële kosten kan leiden;

Overwegende dat het beginsel « de vervuiler betaalt » voor deze bodemverontreiniging niet onverminderd toepassing kan vinden;

Overwegende dat het derhalve aangewezen is om de bodemsanering van aldus verontreinigde tankstations op alternatieve wijze te financieren, met name door de oprichting van een bodemsaneringsfonds met privaatrechtelijk karakter, evenwel onder het toezicht van het openbaar gezag;

Overwegende dat daartoe een persoon van privaatrecht kan worden opgericht, met als taak, in geval van sluiting van een tankstation, in naam en voor rekening van de exploitanten, feitelijke gebruikers of eigenaars van tankstations, de bodemsanering van tankstations te bewerkstelligen en te financieren en, in geval van verderzetting van de uitbating van het tankstation, de bodemsanering te adviseren, administratief op te volgen, te controleren en de bodemsaneringskosten ervan gedeeltelijk terug te betalen, zulks op basis van verplichte bijdragen van alle accijnsplichtige ondernemingen die minerale oliën op de Belgische markt brengen;

Overwegende dat het noodzakelijk is om in de drie Gewesten gezamenlijk maatregelen betreffende de bodemsanering van voornoemde verontreinigde tankstations te nemen teneinde, enerzijds, de milieueffecten van deze verontreinigingsbronnen te voorkomen en te verminderen zodat een hoog niveau van milieubescherming wordt bereikt zonder dat, anderzijds, de Belgische economische unie en monetaire eenheid worden verstoord;

Overwegende dat alleen een samenwerkingsakkoord met kracht van wet een voldoende garantie biedt om over het ganse Belgische grondgebied een uniforme regeling te treffen;

De Federale Staat, vertegenwoordigd door de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer, de Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, de Minister van Financiën, de Minister van Economie, de Staatssecretaris voor Energie en Duurzame Ontwikkeling;

Het Vlaams Gewest, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van haar Minister-Président en van de Vlaamse Minister van Leefmilieu;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de Waalse Regering, in de persoon van haar Minister-Président en van de Minister van leefmilieu;

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in de persoon van haar Minister-Président en van de Minister van Leefmilieu,

Kwamen het volgende overeen :

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** Huidig samenwerkingsakkoord is rechtstreeks toepasselijk.

Huidig samenwerkingsakkoord is van toepassing op de bodemsanering van verontreinigde sites en beoogt hun financiering, zonder, op welke wijze ook, afbreuk te doen aan de rechten en verplichtingen van de betrokken rechtsonderhorigen en overheden zoals die in de wetgeving van de Gewesten werden bepaald.

**Art. 2.** Voor de toepassing van huidig samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder :

1° Bodemverontreiniging : de verontreiniging van de grond en het grondwater zoals in de wetgeving van de Gewesten gedefinieerd;

2° Bodemsanering : het behandelen van bodemverontreiniging zoals in de wetgeving van de Gewesten gedefinieerd;

3° Tankstation : elke brandstofverdeelnstallatie voor motorvoertuigen, zijnde een installatie voor het vullen van brandstoftanks van motorvoertuigen met vloeibare koolwaterstoffen bestemd voor de voeding van de erop geïnstalleerde motor(en), die als verkooppunt voor het publiek wordt of minstens tot en met 31 december 1992 werd uitgebaat.

Ne sont pas compris dans la notion de « station-service », tous les établissements de distribution qui sont ou ont été utilisés à une autre fin (distribution d'hydrocarbures liquides destinés à une autre fin que l'alimentation de véhicules; distribution d'hydrocarbures liquides pour véhicules à moteur à des fins commerciales autres que la vente au public, telle que la distribution d'hydrocarbures destinés à l'alimentation d'un parc de voitures en gestion propre ou pour compte propre);

4° Fermeture : la cessation définitive de l'exploitation d'une station-service sur le terrain pollué;

5° Site pollué : une ou plusieurs parcelles cadastrales sur lesquelles est ou était située une station-service, ainsi que les parcelles cadastrales attenantes dont le sol, à la suite de l'exploitation de la station-service avant la demande d'intervention visée aux articles 13 et 16, est à ce point pollué qu'il nécessite un assainissement en application des législations régionales en matière d'assainissement du sol;

6° Terrain pollué : une ou plusieurs parcelles cadastrales sur lesquelles est ou était située une station-service et qui, à la suite de l'exploitation de la station-service avant la demande d'intervention visée aux articles 13 et 16, sont à ce point polluées qu'elles nécessitent un assainissement en application des législations régionales en matière d'assainissement du sol;

7° Entreprises soumises à accises : toute personne physique ou morale qui met à la consommation des hydrocarbures liquides ou chez qui des manquants d'hydrocarbures liquides sont constatés et qui, à ce titre, est redevable des accises en vertu de la loi du 10 juin 1997 relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accises;

8° Etude d'orientation : toute étude du sol qui est qualifiée en application des législations régionales en matière d'assainissement du sol respectivement de « orienterend bodemonderzoek » (Région flamande), d'« étude indicative » (Région wallonne) ou d'« étude prospective » (Région bruxelloise), et qui, le jour de la demande en intervention, n'est pas antérieure à deux ans;

9° Etude d'orientation jugée conforme : toute étude d'orientation dont les résultats ont été acceptés par les autorités régionales compétentes, soit sur une base générale, soit après un examen individuel, en application des législations régionales en matière d'assainissement du sol;

10° Exploitant : l'exploitant, tel qu'il est défini conformément aux législations régionales sur les permis d'environnement, d'une installation et/ou d'une activité soumise à permis ou à déclaration, située et/ou exploitées sur un terrain pollué;

11° Propriétaire : le propriétaire d'un terrain pollué;

12° Occupant : celui, autre que l'exploitant ou le propriétaire, qui détient pour son propre compte le contrôle factuel du terrain pollué;

13° Fonds : la personne morale agréée conformément aux articles 8 et 9 du présent accord;

14° Convention : la convention relative aux modalités d'intervention du Fonds, conclue entre l'exploitant, l'occupant et/ou le propriétaire, et le Fonds;

15° Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol : la commission visée à l'article 18 du présent accord, chargée de l'agrément et du contrôle du Fonds;

16° Administration fédérale compétente : l'Administration qui a l'Énergie dans ses attributions et dont dépend le Fonds pour l'Analyse des Produits pétroliers;

17° Fonds pour l'Analyse des Produits pétroliers : le fonds désigné à l'article 2 de la loi du 24 décembre 1993 créant des fonds budgétaires et modifiant la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires;

18° Assainissement par mesure transitoire : l'assainissement de sites ou terrains pollués qui satisfait à la description suivante : un projet d'assainissement du sol ou plan d'assainissement qui conformément à la réglementation régionale applicable a été déclaré conforme ou a été approuvé et dont l'exécution effective des travaux d'assainissement, conformément au projet d'assainissement du sol, du plan d'assainissement approuvé ou du permis d'environnement, a débuté après le 1<sup>er</sup> janvier 2000 mais au plus tard endéans les six mois après la date de publication de la reconnaissance du Fonds d'assainissement du Sol au *Moniteur belge*.

Vallen niet onder het begrip « tankstation », alle brandstofverdeelinstallaties die voor een ander gebruik (verdeling van brandstoffen voor een ander gebruik dan voor motorvoertuigen; verdeling van brandstoffen voor motorvoertuigen met het oog op andere handelsdoeleinden dan verkoop aan het publiek, zoals de verdeling van brandstoffen voor motorvoertuigen in eigen beheer en/of voor eigen gebruik) worden of werden aangewend;

4° Sluiting : het definitief beëindigen van de uitbating van een tankstation op een verontreinigd terrein;

5° Verontreinigde site : één of meerdere kadastrale percelen waarop een tankstation gelegen is of was, alsmede de aanpalende kadastrale percelen waarvan de bodem ten gevolge van de uitbating van het tankstation vóór aanvraag tot tussenkomst bedoeld in de artikelen 13 en 16, zodanig verontreinigd is dat een bodemsanering zich opdringt op grond van de gewestelijke wetgeving betreffende de bodemsanering;

6° Verontreinigd terrein : één of meerdere kadastrale percelen waarop een tankstation gelegen is of was, die, ten gevolge van de uitbating van het tankstation vóór aanvraag tot tussenkomst bedoeld in de artikelen 13 en 16, zodanig verontreinigd is dat een bodemsanering zich opdringt op grond van de gewestelijke wetgeving betreffende de bodemsanering;

7° Accijnsplichtige onderneming : elke natuurlijke of rechtspersoon die motorbrandstoffen in verbruik stelt op bij wie tekorten van motorbrandstoffen worden vastgesteld en in die hoedanigheid overeenkomstig de wet van 10 juni 1997 betreffende de algemene regeling voor accijnsproducten, het voorhanden hebben, het verkeer daarvan en de controles daarop, gehouden is tot betaling van accijnzen;

8° Oriënterend onderzoek : elk bodemonderzoek dat overeenkomstig de gewestelijke wetgeving betreffende de bodemsanering respectievelijk als « orienterend bodemonderzoek » (Vlaams Gewest), « étude indicative » (Waals Gewest), « étude indicative » (Waals Gewest) en « prospectief onderzoek » (Brussels Gewest) wordt gekwalificeerd en niet ouder is dan twee jaar op de datum van de aanvraag tot tussenkomst;

9° Afdoende bevonden oriënterend onderzoek : elk oriënterend onderzoek waarvan de resultaten overeenkomstig de gewestelijke wetgeving betreffende de bodemsanering door de bevoegde gewestelijke overheden algemeen aanvaard worden dan wel na individuele beoordeling aanvaard werden;

10° Exploitant : de exploitant, zoals bepaald overeenkomstig de milieuvergunningswetgeving van de Gewesten, van een vergunnings- en/of meldingsplichtige inrichting en/of activiteit ingeplant en/of uitgeoefend op een verontreinigd terrein;

11° Eigenaar : de eigenaar van een verontreinigd terrein;

12° Feitelijke gebruiker : de persoon, andere dan de exploitant en eigenaar, die voor eigen rekening de feitelijke controle over het verontreinigd terrein heeft;

13° Fonds : de overeenkomstig de artikelen 8 en 9 van huidig samenwerkingsakkoord erkende rechtspersoon;

14° Overeenkomst : de overeenkomst betreffende de modaliteiten van tussenkomst van het Fonds, gesloten tussen de exploitant, feitelijke gebruiker en/of eigenaar en het Fonds;

15° Interregionale Bodemsaneringscommissie : de commissie bedoeld in artikel 18 van dit samenwerkingsakkoord en belast met de erkenning van en het toezicht op het Fonds;

16° Bevoegde Federale Administratie : de Administratie tot wiens bevoegdheid Energie behoort en waaronder het Fonds voor de Analyse van Aardolieproducten ressorteert;

17° Fonds voor de Analyse van Aardolieproducten : het fonds bedoeld in artikel 2 van de wet van 24 december 1993 tot oprichting van begrotingsfondsen en tot wijziging van de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen;

18° Sanering bij wijze van overgangmaatregel : een sanering van verontreinigde sites of terreinen die volgende elementen bevat : een bodemsaneringsproject of saneringsplan dat overeenkomstig de van toepassing zijnde regionale regelgeving conform verklaard op goedgekeurd werd en waarvoor de effectieve uitvoering van de bodemsaneringswerken conforme het bodemsaneringsproject, het goedgekeurd saneringsplan of de milieuvergunning van start gegaan is na 1 januari 2000 doch uiterlijk zes maanden na de datum van het verschijnen van de erkenning van het bodemsaneringsfonds in het *Belgisch Staatsblad*.

CHAPITRE II. — *Tâches, financement et agrément du Fonds*Section I<sup>re</sup>. — *Tâches et financement du Fonds*

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. La Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol autorise la constitution d'un Fonds, aux conditions qu'elle fixe, ayant pour mission, en cas de fermeture, de mettre en œuvre et de financer l'assainissement des sites ou des terrains pollués concernés, au nom et pour compte des exploitants, des occupants ou des propriétaires, et, en cas de poursuite de l'exploitation de la station-service, de conseiller, d'assurer le suivi administratif, de contrôler et de financer l'assainissement des sites ou des terrains pollués concernés et de rembourser partiellement les frais d'assainissement, le tout selon les modalités fixées aux articles 12 à 17.

En cas d'un assainissement par mesure transitoire, la mission du fonds est limitée au remboursement des frais d'assainissement du sol sans préjudice des dispositions des articles 12 à 17 inclus.

§ 2. La Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol agréée à cet effet un Fonds, aux conditions fixées aux articles 8 et 9, et contrôle ses activités conformément aux conditions définies aux articles 21 et suivants.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Les entreprises soumises à accises sont tenues de verser au Fonds les cotisations nécessaires à la réalisation de sa mission et à la couverture de ses frais de fonctionnement.

§ 2. La cotisation obligatoire que le Fonds réclame aux entreprises soumises à accises, s'élève à :

a) pour les essences destinées aux véhicules (NC 2710 11 41 00 à 2710 11 59 00) : 0,0052 EUR par litre de carburant mis à la consommation ou constaté manquant;

b) pour le gasoil diesel destiné aux véhicules routiers (NC 2710 19 41 00 à 2710 19 49 00) : 0,0032 EUR par litre de carburant mis à la consommation ou constaté manquant.

Les renvois, dans le présent paragraphe, aux codes de la nomenclature combinée, concernent la nomenclature combinée du tarif douanier commun des Communautés européennes.

§ 3. La cotisation visée à l'article 4, § 2, sera portée en compte au moyen du Contrat de programme relatif à un régime des prix de vente des produits pétroliers.

Si, pour une raison ou une autre, les prix maxima des produits pétroliers ne sont plus fixés par le Contrat de programme, l'Etat fédéral prendra les mesures nécessaires pour que les cotisations totales prévues pour le Fonds restent disponibles, sous les conditions initiales résultant du § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, en respectant le principe du partage moitié-moitié des charges entre le secteur et le consommateur.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice du contenu de l'article 10, 2<sup>o</sup>, du présent accord, le Fonds signifie aux entreprises soumises à accises et ce au plus tard le dernier jour ouvrable du troisième mois suivant chaque trimestre, les paiements dont elles sont redevables en vertu du présent accord et ce, sur la base des quantités délivrées à la consommation dans le courant de ce trimestre, telles qu'elles ont été arrêtées dans le cadre du système des accises pour les huiles minérales.

A cet effet, le Fonds pour l'Analyse des Produits pétroliers communiqué au Fonds, sur base des données dont il dispose, et ce au plus tard le quinzième jour ouvrable du troisième mois qui suit chaque trimestre, les quantités que chaque entreprise soumise à accises a offerte à la consommation dans le courant du trimestre.

§ 2. Les cotisations obligatoires seront versées au plus tard le dernier jour ouvrable du mois suivant la signification entendue au § 1<sup>er</sup>.

L'entreprise soumise à accises dispose d'un délai d'un mois, à compter de la date de réception de la signification entendue au § 1<sup>er</sup>, pour envoyer une réclamation par lettre recommandée adressée à l'Administration fédérale compétente contestant le montant signifié.

Les réclamations faites après l'expiration du délai mentionné à l'alinéa précédent, ou qui ont trait à des différences moindres ou égales à vingt-cinq euros ne sont pas recevables.

L'Administration fédérale compétente statue sur la réclamation introduite dans un délai d'un mois, à partir de la date de réception de la réclamation. A défaut de décision dans ce délai, la réclamation est réputée avoir été rejetée.

HOOFDSTUK II. — *Taakstelling, financiering en erkenning van het Fonds*Afdeling 1. — *Taakstelling en financiering van het Fonds*

**Art. 3.** § 1. De Interregionale Bodemsaneringscommissie laat, onder de voorwaarden die zijn bepaalt, een Fonds toe met als opdracht, in geval van sluiting, in naam en voor rekening van de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar, de bodemsanering van de betrokken verontreinigde site of het verontreinigd terrein te bewerkstelligen en te financieren en, in geval van verderzetting van de uitbating van het tankstation, de bodemsanering van de betrokken verontreinigde site of het verontreinigd terrein te adviseren, administratief op te volgen, te controleren en de bodemsaneringskosten ervan gedeeltelijk terug te betalen, dit alles volgens de modaliteiten bepaald in de artikelen 12 tot en met 17.

In het geval van een sanering bij wijze van overgangsmaatregel blijft de opdracht van het Fonds beperkt tot de terugbetaling van de bodemsaneringskosten onverminderd de bepalingen van de artikelen 12 tot en met 17.

§ 2. De Interregionale Bodemsaneringscommissie erkent daartoe, onder de voorwaarden als bepaald in de artikelen 8 en 9, een Fonds en oefent controle uit op zijn activiteiten overeenkomstig de voorwaarden als bepaald in de artikelen 21 en volgende.

**Art. 4.** § 1. De accijnsplichtige ondernemingen zijn ertoe gehouden aan het Fonds de stortingen te verrichten die nodig zijn voor het volbrengen van zijn opdracht en voor de dekking van zijn werkingskosten.

§ 2. De verplichte bijdrage die door het Fonds lasten de accijnsplichtige ondernemingen wordt geheven, bedraagt voor :

a) benzines voor motorvoertuigen (GN 2710 11 41 00 tot 2710 11 59 00) : 0,0052 EUR per liter brandstof die in verbruik wordt gesteld of waarvan een tekort wordt vastgesteld;

b) gasolie diesel voor wegvoertuigen (GN 2710 19 41 00 tot 2710 19 49 00) : 0,0032 EUR per liter brandstof die in verbruik wordt gesteld of waarvan een tekort wordt vastgesteld.

De verwijzingen in deze paragraaf naar de codes van de gecombineerde nomenclatuur hebben betrekking op de Gecombineerde Nomenclatuur van het gemeenschappelijk douanetarief van de Europese Gemeenschap.

§ 3. De in artikel 4, § 2, bedoelde bijdrage zal worden verrekend via de Programma-overeenkomst betreffende de regeling van de verkoopprijzen van de aardolieproducten.

Indien voor één of andere reden, de maximumprijzen van de petroleumproducten niet langer door de Programma-overeenkomst worden vastgelegd, zal de Federale Staat de nodige maatregelen treffen opdat de totale bijdragen die voor het Fonds voorzien zijn, beschikbaar zouden blijven onder de aanvankelijke voorwaarden, die resulteren uit § 3, lid 1, met respect van het principe van de fifty-verdeling van de lasten tussen de sector en de consument.

**Art. 5.** § 1. Onverminderd het bepaalde in artikel 10, 2<sup>o</sup>, van huidig samenwerkingsakkoord, betekent het Fonds de accijnsplichtige ondernemingen, uiterlijk op de laatste werkdag van de derde maand volgend op ieder kwartaal, welke stortingen zij krachtens huidig samenwerkingsakkoord verschuldigd zijn en dit op basis van de in de loop van dat kwartaal ter verbruik aangeboden hoeveelheden, zoals deze zijn vastgesteld in het kader van het accijnsstelsel van de minerale oliën.

Daartoe meldt het Fonds voor de Analyse van Aardolieproducten, op basis van de gegevens waarover het beschikt, uiterlijk op de 15de werkdag van de derde maand die volgt op een kwartaal, aan het Fonds, de hoeveelheden die iedere accijnsplichtige onderneming in de loop van dat kwartaal in verbruik heeft gesteld.

§ 2. De verplichte bijdragen worden uiterlijk op de laatste werkdag van de maand volgend op de betekening bedoeld in § 1 betaald.

De accijnsplichtige onderneming beschikt over een termijn van één maand, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de betekening bedoeld in § 1, om per aangetekend schrijven bij de Bevoegde Federale Administratie bezwaar aan te tekenen tegen het betekende bedrag.

Bezwaren die aangetekend worden na het verstrijken van de termijn bedoeld in het vorig lid, of die betrekking hebben op een verschil kleiner op gelijk aan vijftig euro, zijn niet ontvankelijk.

De Bevoegde Federale Administratie doet over het aangetekende bezwaar uitspraak binnen een termijn van één maand, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het bezwaar. Bij gebreke van uitspraak binnen de voornoemde termijn, wordt het bezwaar geacht stilzwijgend te zijn afgewezen.

§ 3. Les entreprises soumises à accises devront apurer les montants significatifs par versement au compte du Fonds, dans le délai fixé au § 2.

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Si le Fonds est d'avis qu'il y a lieu d'augmenter la cotisation obligatoire prévue à l'article 4, § 2, 1<sup>er</sup> alinéa, du présent accord, si cela s'avère nécessaire pour l'accomplissement de sa mission et pour la couverture de ses frais de fonctionnement, soit de la diminuer, si cela n'empêche pas l'accomplissement de sa mission et la couverture de ses frais de fonctionnement, il en fera la demande auprès de la Commission interrégionale pour l'assainissement du sol.

§ 2. Une demande tendant à l'obtention d'une adaptation, telle que visée au § 1<sup>er</sup>, doit être introduite en sept exemplaires, par lettre recommandée avec accusé de réception à la Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol.

§ 3. Le dossier de demande doit comporter un plan financier et un budget pour la durée restante de l'agrément. Il comprend notamment les données suivantes :

- une note explicative démontrant la nécessité d'adapter la cotisation obligatoire;
- l'estimation des recettes requises;
- la façon dont les recettes sont attribuées au profit des activités du Fonds, entre autre par la constitution d'éventuelles réserves;
- l'estimation des dépenses, en ce compris les dépenses de fonctionnement;
- le mode de financement des déficits éventuels.

§ 4. a) Si la Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol émet un avis positif sur l'augmentation ou la diminution de la cotisation proposée, elle transmet le dossier de demande à l'approbation des gouvernements régionaux et des ministres fédéraux ayant les affaires économiques et l'énergie dans leurs attributions;

b) Si l'augmentation ou la diminution de la cotisation proposée est acceptée, elle sera réglée via le contrat de programme visé à l'article 4, § 3, selon les modalités déterminées par les signataires du Contrat de programme.

§ 5. Toute modification de la cotisation impliquera une modification de l'article 4, § 2, du présent accord de coopération.

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** A la demande du Fonds, le Fonds pour l'Analyse des Produits pétroliers lui communiquera toutes les informations dont il dispose et qui sont nécessaires pour permettre de contrôler si les entreprises soumises à accises satisfont aux obligations prévues par l'article 4 du présent accord.

§ 2. Lorsqu'il est établi qu'une entreprise soumise à accise méconnaît de manière caractérisée les obligations mentionnées à l'article 4 du présent accord, sur proposition de la Commission interrégionale pour l'assainissement du sol visée à l'article 18 du présent accord de coopération, que ce soit à la demande du Fonds ou non, le Ministre ayant les finances dans ses attributions ou son représentant peut retirer l'autorisation dont doit disposer toute entreprise soumise à accises en vertu de la loi du 10 juin 1997 relative au régime général, à la détention, à la circulation et au contrôle des produits soumis à accises, afin d'exercer ses activités.

La sanction visée au premier alinéa ne peut être infligée qu'après que l'entreprise concernée a été préalablement entendue par le Ministre fédéral ayant les Finances dans ses attributions ou son représentant, ainsi que par la Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol.

Sans préjudice des alinéas précédents, les dispositions de la loi du 10 juin 1997 relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accises sont applicables à la procédure de retrait d'autorisation visée au premier alinéa.

§ 3. De accijnsplichtige ondernemingen moeten de betekende bedragen aanzuiveren door storting op de ontvangstrekening van het Fonds, binnen de termijn vastgelegd in § 2.

**Art. 6. § 1.** Indien het Fonds van oordeel is dat de in artikel 4, § 2, lid 1, van huidig samenwerkingsakkoord bedoelde verplichte bijdrage verhoogd moet worden indien zulks noodzakelijk is voor het volbrengen van zijn opdracht en voor de dekking van zijn werkingskosten, dan wel verlaagd kan worden indien zulks de volbrenging van zijn opdracht en de dekking van zijn werkingskosten niet verhindert, dient het hiertoe een aanvraag in bij de Interregionale Bodemsaneringscommissie.

§ 2. De aanvraag tot het bekomen van een aanpassing zoals bedoeld in § 1, wordt in 7 exemplaren en per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs bij de Interregionale Bodemsaneringscommissie ingediend.

§ 3. Het aanvraagdossier dient een financieel plan en een begroting voor de resterende duur van de erkenning te bevatten waarin onder meer de volgende gegevens zijn opgenomen :

- een gemotiveerde nota waaruit de noodzaak tot aanpassing van de verplichte bijdrage blijkt;
- de schatting van de vereiste inkomsten;
- de wijze waarop de opbrengsten worden toegewezen ten voordele van de werking van het Fonds, onder meer door de samenstelling van de eventuele reserves;
- de schatting van de uitgaven, inclusief werkingskosten;
- de financieringswijze van de eventuele tekorten.

§ 4. a) Indien de Interregionale Bodemsaneringscommissie een positief advies geeft over de voorgestelde verhoging of verlaging van de bijdrage, stuurt zij het aanvraagdossier ter goedkeuring naar de gewestregeringen en de federale ministers tot wiens bevoegdheid Economische Zaken en Energie behoren.

b) Indien de voorgestelde verhoging of verlaging van de bijdrage aanvaard wordt, wordt die verrekend via de Programma-overeenkomst bedoeld in artikel 4, § 3, volgens de modaliteiten die bepaald worden door de ondertekenaars van de Programma-overeenkomst.

§ 5. Elke wijziging van de bijdrage zal aanleiding geven tot een wijziging van artikel 4, § 2, van dit samenwerkingsakkoord.

**Art. 7. § 1.** Het Fonds voor de Analyse van Aardolieproducten deelt aan het Fonds, op zijn verzoek, alle noodzakelijke gegevens mee waarover het beschikt die moeten toelaten te onderzoeken of de accijnsplichtige ondernemingen aan de verplichting bedoeld in artikel 4 van huidig samenwerkingsakkoord voldoen.

§ 2. De vergunning waarover een accijnsplichtige onderneming overeenkomstig de bepalingen van de wet van 10 juni 1997 betreffende de algemene regeling voor accijnsproducten, het voorhanden hebben en het verkeer daarvan en de controles daarop, dient te beschikken teneinde haar activiteiten te kunnen uitoefenen, kan, al dan niet op verzoek van het Fonds, doch op voorstel van de Interregionale Bodemsaneringscommissie bedoeld in artikel 18 van huidig samenwerkingsakkoord, door de federale Minister tot wiens bevoegdheid Financiën behoort of zijn afgevaardigde worden opgeheven, indien vastgesteld wordt dat de betrokken accijnsplichtige onderneming op grove wijze tekort schiet aan haar verplichting als bedoeld in artikel 4.

De in lid bedoelde administratieve sanctie kan slechts worden getroffen indien de betrokken accijnsplichtige onderneming voorafgaandelijk gehoord wordt door de federale Minister tot wiens bevoegdheid Financiën behoort of zijn afgevaardigde en de Interregionale Bodemsaneringscommissie.

Onverminderd de voorgaande leden zijn de bepalingen van de wet van 10 juni 1997 betreffende de algemene regeling voor accijnsproducten, het voorhanden hebben, het verkeer daarvan en de controles daarop, van toepassing op de modaliteiten waaronder de in het eerste lid vermelde vergunning kan worden opgeheven.

## Section II. — Agrément, obligations et contrôle du Fonds

Sous-section 1<sup>re</sup>. — Agrément du Fonds

**Art. 8.** L'agrément du Fonds prévu à l'article 3 ne peut être accordé qu'à une personne morale remplissant les conditions suivantes :

1° être constituée en association sans but lucratif conformément à la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique;

2° avoir comme seul objet statutaire : l'exécution de la mission décrite à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, suivant les modalités du présent accord;

3° ne compter parmi ses administrateurs et parmi les personnes pouvant l'engager que des personnes jouissant de leurs droits civils et politiques et n'ayant pas été condamnées par un jugement ou par un arrêt d'un collège juridictionnel coulé en force de chose jugée pour infraction aux législations sur l'environnement fédérales, régionales ou d'un Etat membre de l'Union européenne;

4° disposer des moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission et à la prise en charge de ses frais de fonctionnement initiaux, préalablement à l'entrée en vigueur de l'article 4, § 1<sup>er</sup> du présent accord;

5° être suffisamment représentative des secteurs concernés.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. La demande d'agrément doit être introduite, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, en 7 exemplaires auprès de la Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol.

La Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol transmet le dossier de demande pour information au Ministre fédéral ayant les Affaires économiques et l'Energie dans ses attributions.

§ 2. La demande contient les informations suivantes :

1° une copie des statuts publiés au *Moniteur belge*;

2° un plan financier et un budget pour la durée de l'agrément, comprenant notamment les données suivantes :

— les modes de perception de la cotisation obligatoire;

— les conditions et les modalités de révision des cotisations obligatoires;

— les modes d'affectation des recettes affectées au fonctionnement du Fonds à agréer, notamment par la constitution d'éventuelles réserves;

— l'estimation des dépenses, y compris des frais de fonctionnement;

— le mode de financement des déficits éventuels;

3° les projets de convention-type que le Fonds à constituer doit conclure avec les exploitants, les occupants et/ou les propriétaires de terrains pollués afin de réaliser l'assainissement des sites ou des terrains pollués.

§ 3. La Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol statue dans les quatre mois de la réception de la demande. A défaut de décision dans le délai précité, la demande est réputée accordée pour une période de dix ans. Dans ce cas, le Fonds est tenu de se conformer aux données du dossier de demande d'agrément et aux dispositions du présent accord.

Si le dossier de demande n'est pas complet ou s'il ne comprend pas tous les points mentionnés aux §§ 1<sup>er</sup> et 2, ou si la Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol demande des informations complémentaires, ce délai est suspendu jusqu'au moment où, par une lettre recommandée à la poste, avec accusé de réception, la Commission informe le demandeur de ce que le dossier est complet ou du caractère satisfaisant de la réponse à la demande d'information.

§ 4. L'agrément est octroyé pour une période maximale de dix ans. Il peut être prolongé pour une période renouvelable de cinq ans au maximum. L'agrément peut être soumis à des conditions.

La décision d'agrément est publiée au *Moniteur belge*.

## Afdeling 2. — Erkenning, verplichtingen en controle van het Fonds

## Subafdeling 1. — Erkenning van het Fonds

**Art. 8.** De erkenning van het Fonds bedoeld in artikel 3 kan alleen worden toegekend aan een rechtspersoon die aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° opgericht zijn als vereniging zonder winstgevend doel overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend;

2° als uitsluitend statutair doel hebben : de uitvoering van de opdracht omschreven in artikel 3, § 1 volgens de modaliteiten voorzien in huidig samenwerkingsakkoord;

3° de beheerders van de rechtspersoon en de personen die de rechtspersoon kunnen verbinden, dienen hun burgerlijke en politieke rechten te bezitten en mogen niet bij een in kracht van gewijsde gegaan vonnis of arrest van een rechtscollège veroordeeld zijn voor een inbreuk op de milieuwetgeving van de federale overheid, de Gewesten of van een lid-Staat van de Europese unie;

4° over de nodige middelen beschikken om, voorafgaand aan de inwerkingtreding van artikel 4, § 1 van huidig samenwerkingsakkoord, de volbrenging van zijn opdracht voor te bereiden en zijn initiële werkingskosten te dekken;

5° voldoende representatief zijn voor de betrokken sectoren.

**Art. 9.** § 1. De aanvraag tot het bekomen van een erkenning moet per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs in 7 exemplaren worden ingediend bij de Interregionale Bodemsaneringscommissie.

De Interregionale Bodemsaneringscommissie maakt ter info een exemplaar van het aanvraagdossier over aan de federale Ministers tot wiens bevoegdheid Economische Zaken en Energie behoren.

§ 2. De aanvraag bevat volgende informatie :

1° kopie van de statuten zoals bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*;

2° een financieel plan en een begroting voor de duur van de erkenning waarin onder meer de volgende gegevens zijn opgenomen :

— de wijze waarop de inning van de verplichte bijdrage gebeurt;

— de voorwaarden en de modaliteiten van herziening van de verplichte bijdragen;

— de wijze waarop de opbrengsten worden toegewezen ten voordele van de werking van het te erkennen Fonds, onder meer door de samenstelling van de eventuele reserves;

— de schatting van de uitgaven, inclusief werkingskosten;

— de financieringswijze van de eventuele tekorten;

3° de ontwerpen van overeenkomsten die door het op te richten Fonds met de exploitanten, feitelijke gebruikers en/of eigenaars van verontreinigde terreinen moeten worden gesloten om de bodemsanering van de verontreinigde sites of de verontreinigde terreinen te bewerkstelligen.

§ 3. De Interregionale Bodemsaneringscommissie treft een beslissing binnen vier maanden na ontvangst van de aanvraag. Bij gebrek aan beslissing binnen voornoemde termijn, wordt de aanvraag geacht stilzwijgend verkregen te zijn voor een termijn van tien jaar. In dat geval is het Fonds ertoe gehouden zich te gedragen naar de gegevens van het aanvraagdossier dat het heeft ingediend en naar de bepalingen van het huidig samenwerkingsakkoord.

Indien het aanvraagdossier onvolledig is, of indien het niet alle punten vermeld in §§ 1 en 2, bevat of indien de Interregionale Bodemsaneringscommissie bijkomende informatie vraagt, wordt deze termijn geschorst tot op het ogenblik dat de Interregionale Bodemsaneringscommissie, per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, de aanvrager meedeelt dat het dossier volledig is of de verstrekte informatie voldoende is.

§ 4. De erkenning geldt voor een termijn van maximum tien jaar. De erkenning kan voor een hernieuwbare termijn van maximum vijf jaar worden verlengd. De beslissing kan de erkenning aan voorwaarden onderwerpen.

Elke beslissing inzake de erkenning wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

## Sous-section 2. — Obligations à charge du Fonds

**Art. 10.** Le Fonds est tenu :

1° de se conformer aux conditions fixées dans l'agrément;

2° de percevoir, de manière non discriminatoire et non individualisée, les cotisations des entreprises soumises à accises concernées, afin de couvrir le coût réel et complet des obligations qui sont à sa charge en vertu du présent accord.

A cette fin, le Fonds peut faire appel soit aux services d'un réviseur d'entreprise mandaté à cet effet, soit aux services de l'Administration fédérale compétente qui peut faire usage des données du Fonds pour l'Analyse des Produits pétroliers, sans que le recours aux services de l'un exclue l'utilisation des services de l'autre.

L'Administration fédérale compétente peut demander au Fonds le remboursement des frais occasionnés. Ce remboursement des frais peut faire l'objet d'une convention entre le Fonds et l'Etat belge;

3° de fournir en temps utile aux exploitants, aux occupants et/ou aux propriétaires de terrains des informations suffisantes sur les modalités d'intervention du Fonds;

4° en cas de fermeture, de mettre en œuvre et de financer l'assainissement des sites pollués concernés, de façon non discriminatoire, au nom et pour compte des exploitants, des occupants et/ou des propriétaires, et, en cas de poursuite de l'exploitation de la station-service, de conseiller, d'assurer le suivi administratif et de contrôler l'assainissement des sites ou terrains pollués, ainsi que de rembourser partiellement les frais d'assainissement, le tout, et ce de façon non discriminatoire, selon les modalités fixées aux articles 12 à 17. En cas d'assainissement par mesure transitoire, la mission du Fonds est limitée au remboursement des frais d'assainissement sans préjudice des dispositions de l'article 12 à 17 inclus, étant entendu que cette obligation ne sera effective qu'à partir du moment où le Fonds disposera d'un patrimoine suffisant grâce à la perception des cotisations visées au point 2°;

5° de conclure un contrat d'assurance couvrant les dommages susceptibles d'être causés par les activités envisagées;

6° de désigner des réviseurs d'entreprises, chargés du contrôle de la perception des cotisations obligatoires ainsi que du contrôle des bilans et des comptes annuels du Fonds;

7° d'élaborer et de soumettre à l'approbation de la Commission interrégionale un programme d'assainissement annuel, et ce au plus tard le 31 décembre de l'année qui précède l'année de réalisation, selon les modalités prévues à l'article 21, 3°.

Le programme annuel d'assainissement doit contenir au moins :

— une liste des sites ou terrains pollués devant faire l'objet d'un assainissement durant l'année à venir;

— une évaluation des priorités suivants lesquelles les sites ou les terrains pollués devront être assainis, en fonction des risques pour l'homme et l'environnement résultant de la pollution constatée;

— une estimation du coût global des assainissements à réaliser durant l'année à venir;

— un rapport circonstancié sur l'exécution du programme d'assainissement précédent, le cas échéant avec une note explicative sur les éventuelles dérogations à ce programme;

8° de déposer chaque année auprès de la Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol son bilan et son compte de résultats pour l'année écoulée et le budget pour l'année suivante, dans les délais et les formes fixées par la Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol;

9° de déposer chaque année auprès de la Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol toutes les données utiles pour l'année civile écoulée ou toutes les préventions pour l'année civile en cours, à propos de l'exécution et du financement de l'assainissement des sites ou terrains pollués, dans les délais et les formes fixés par la Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol;

10° de communiquer à la Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol toute modification aux statuts, à la composition de l'assemblée générale ou du conseil d'administration.

## Subafdeling 2. — Verplichtingen ten laste van het Fonds

**Art. 10.** Het Fonds is gehouden tot :

1° het voldoen aan de voorwaarden van de erkenning;

2° het innen van de bijdragen van de accijnsplichtige ondernemingen op niet discriminerende en niet geïndividualiseerde wijze, teneinde de reële en volledige kosten van de verplichtingen die het Fonds ten laste vallen overeenkomstig het huidig samenwerkingsakkoord te dekken.

Het Fonds kan daartoe een beroep doen op de diensten van een daartoe gemandateerde bedrijfsrevisor, de Bevoegde Federale Administratie die gebruik kan maken van de gegevens van het Fonds voor de Analyse van Aardolieproducten, of beide.

De Bevoegde Federale Administratie kan voor de door haar geleverde diensten aan het Fonds een kostenvergoeding aanrekenen. Desgevallend maakt deze kostenvergoeding het voorwerp uit van een overeenkomst tussen het Fonds en de *Belgisch Staatsblad*;

3° het verstrekken van afdoende en tijdige informatie aan de exploitanten, feitelijke gebruikers en/of eigenaars van verontreinigde terreinen betreffende de modaliteiten van tussenkomst van het Fonds;

4° in geval van sluiting, in naam en voor rekening van de exploitanten, feitelijke gebruikers of eigenaars, de bodemsanering van de betrokken verontreinigde sites of terreinen op niet discriminatoire wijze te bewerkstelligen en te financieren en, in geval van verderzetting van de uitbating van het tankstation door de exploitant, de bodemsanering van de betrokken verontreinigde sites of terreinen op niet discriminatoire wijze administratief op te volgen, te controleren en de bodemsaneringskosten ervan gedeeltelijk terug te betalen, die alles volgens de modaliteiten bepaald in de artikelen 12 tot en met 17, met dien verstande dat in het geval van een sanering bij wijze van overgangsmaatregel de opdracht van het Fonds beperkt blijft tot de terugbetaling van de bodemsaneringskosten onverminderd de bepalingen van de artikelen 12 tot en met 17, met dien verstande dat deze verplichting slechts werkzaam zal zijn zodra het Fonds, middels het innen van de in 2° bedoelde bijdragen, over een voldoende vermogen beschikt;

5° het sluiten van een verzekeringscontract tot dekking van de schade die uit de voorgenomen activiteiten kan voortvloeien;

6° het aanstellen van bedrijfsrevisoren voor de controle van de inning van de verplichte bijdragen, alsmede de controle van de balansen en de jaarrekeningen van het Fonds;

7° uiterlijk op 31 december van het jaar dat voorafgaat aan het werkingsjaar, een jaarlijks saneringsprogramma opmaken en ter goedkeuring voorleggen aan de Interregionale Bodemsaneringscommissie overeenkomstig de modaliteiten bepaald in artikel 21, 3°.

Het jaarlijks saneringsprogramma dient minstens te bevatten :

— een lijst van de tijdens het werkingsjaar te saneren sites of terreinen;

— een evaluatie van de prioriteit van de tijdens het werkingsjaar te saneren sites of terreinen, gesteund op het risico van de vastgestelde verontreiniging voor mens en milieu;

— een raming van de globale kostprijs van de tijdens het werkingsjaar uit te voeren saneringen;

— een omstandig verslag betreffende de tenuitvoerlegging van het vorig saneringsprogramma, m.i.v. een toelichting betreffende de eventuele afwijkingen van dit programma;

8° het jaarlijks neerleggen bij de Interregionale Bodemsaneringscommissie van de balansen en resultaatrekeningen van het voorbije jaar en de begroting voor het volgend jaar, binnen de termijnen bepaald door en in de vorm voorgeschreven door de Interregionale Bodemsaneringscommissie;

9° het jaarlijks neerleggen bij de Interregionale Bodemsaneringscommissie van alle nutige gegevens respectievelijk prognoses, met betrekking tot het voorbije en het lopende kalenderjaar, betreffende de uitvoering en de financiering van de bodemsanering van verontreinigde sites of terreinen, binnen de termijnen bepaalde door en in de vorm voorgeschreven door de Interregionale Bodemsaneringscommissie;

10° het meedelen aan de Interregionale Bodemsaneringscommissie van elke wijziging van de statuten, samenstelling van de algemene vergadering of raad van beheer.

## Sous-section 3. — Contrôle du Fonds

**Art. 11.** La Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol peut interroger les réviseurs d'entreprises du Fonds pour obtenir toutes les informations qu'elle souhaite. Si le Fonds n'a pas désigné de réviseurs, la Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol peut faire examiner la comptabilité du Fonds par un réviseur d'entreprises qu'elle désigne. Cette mission est exécutée aux frais du Fonds.

Les membres de la Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol sont entendus, à leur demande, par le conseil d'administration du Fonds. Ils peuvent, à tout moment, interroger le réviseur d'entreprises et prendre connaissance de la comptabilité, de la correspondance, des procès-verbaux et, d'une façon générale, de tous les documents et de toutes les écritures du Fonds. Ils peuvent requérir des administrateurs et des préposés du Fonds toutes explications et informations, et procéder à toutes les vérifications qui leur paraissent nécessaires à l'exécution des missions qui leur sont attribuées par les articles 21, 22, 23, 24 et 25.

## Section 3. — Fonctionnement du Fonds

Sous-section 1<sup>re</sup>. — Dispositions communes en cas d'intervention du Fonds

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. L'intervention effective du Fonds se limite à l'assainissement des sites ou terrains pollués.

Sans préjudice de ce qui est prévu à l'article 13, § 5, du présent accord, n'entend pas en ligne de compte pour une intervention effective du Fonds :

1° le coût de l'assainissement de la pollution du sol résultant d'un incident postérieur à la demande d'intervention;

2° le coût de l'assainissement de la pollution du sol qui est étrangère à l'exploitation de la station-service.

§ 2. Peuvent bénéficier de l'intervention du Fonds :

1° l'exploitant, le propriétaire ou l'occupant qui est assujéti à une obligation d'assainissement en vertu des législations régionales en matière d'assainissement du sol ou qui est ou était assujéti dans les cas d'un assainissement par mesure transitoire;

2° si, en vertu des législations régionales en matière d'assainissement du sol, il n'existe pas d'exploitant, de propriétaire ou d'occupant qui est assujéti à une obligation d'assainissement ou qui est ou était assujéti dans les cas d'un assainissement par mesure transitoire, l'exploitant, le propriétaire ou l'occupant désireux d'assainir, étant entendu que :

— le propriétaire désireux d'effectuer l'assainissement ne peut solliciter l'intervention que dans la mesure où il n'existe pas d'exploitant;

— l'occupant désireux d'effectuer l'assainissement ne peut solliciter l'intervention que dans la mesure où il n'existe pas de propriétaire désireux d'effectuer l'assainissement.

## Sous-section 2. — Intervention du Fonds en cas de fermeture

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. L'exploitant, l'occupant ou le propriétaire d'un terrain pollué qui souhaite faire valoir son droit à l'intervention du Fonds, dispose, à peine de déchéance, d'un délai de 12 mois à dater de la publication au *Moniteur belge* de l'agrément du Fonds, pour introduire sa demande d'intervention par lettre recommandée avec accusé de réception.

§ 2. Sans préjudice de l'article 12 du présent accord, le Fonds intervient directement dans tous les frais d'étude complémentaire obligatoire, de démantèlement d'installations souterraines de stockage et de distribution de carburant, d'assainissement du sol, et de surveillance qui concernent le site ou le terrain pollué.

Sont aussi compris dans les frais de l'étude complémentaire obligatoire, les frais de l'étude d'orientation jugée conforme, dans la mesure où l'étude d'orientation comporte des éléments d'une étude complémentaire; dans ce cas, l'intervention du Fonds se limite aux frais de l'étude complémentaire qui excèdent 6.200 euros.

L'intervention du Fonds se limite toujours aux frais réels qui sont nécessaires pour exécuter l'assainissement du sol conformément au principe de « BAT », repris dans les législations régionales.

§ 3. Dans le cas où l'assainissement d'un site ou d'un terrain pollué ne peut être techniquement dissocié de l'assainissement d'une pollution du sol étrangère à l'exploitation de la station-service, le Fonds est tenu d'assainir simultanément l'ensemble des pollutions et d'avancer les frais d'assainissement y afférents.

## Subafdeling 3. — Controle op het Fonds

**Art. 11.** De Interregionale Bodemsaneringscommissie kan de bedrijfsrevisoren van het Fonds ondervragen met het oog op het verkrijgen van elke informatie die zij wenst. Indien het Fonds geen bedrijfsrevisoren heeft aangewezen, kan de Interregionale Bodemsaneringscommissie de boekhouding laten nazien door een bedrijfsrevisor die zij aanstelt. Deze opdracht wordt uitgevoerd op kosten van het Fonds.

De vertegenwoordigers van de Interregionale Bodemsaneringscommissie worden, op hun verzoek, gehoord door de raad van beheer van het Fonds. Zij kunnen op elk moment de bedrijfsrevisor ondervragen en kennis nemen van de boeken, de briefwisseling, de processen-verbaal en, in het algemeen, van alle documenten en alle geschriften van het Fonds. Zij kunnen van de beheerders en de personeelsleden van het Fonds alle toelichting en elke informatie verzoeken en overgaan tot elk onderzoek dat door hen noodzakelijk wordt geacht bij de uitoefening van hun bevoegdheden als bepaald in de artikelen 21, 22, 23, 24 en 25, van huidig samenwerkingsakkoord.

## Afdeling 3. — Werking van het Fonds

## Subafdeling 1. — Gemeenschappelijke bepalingen in geval van tussenkomst van het Fonds

**Art. 12.** § 1. De effectieve tussenkomst van het Fonds is beperkt tot de bodemsanering van verontreinigde sites of terreinen.

Onverminderd het bepaalde in artikel 13, § 5, van huidig samenwerkingsakkoord, komen niet in aanmerking voor effectieve tussenkomst van het Fonds :

1° de bodemsaneringskosten van de bodemverontreiniging die ontstaan is ten gevolge van een incident dat zich na de aanvraag tot tussenkomst heeft voorgedaan;

2° de bodemsaneringskosten van de bodemverontreiniging die vreemd is aan de uitbating van het tankstation.

§ 2. Kunnen de tussenkomst van het Fonds genieten :

1° de exploitant, eigenaar of de feitelijke gebruiker die overeenkomstig de gewestelijke wetgeving betreffende de bodemsanering saneringsplichtig is of in de gevallen van een sanering bij wijze van overgangsmaatregel saneringsplichtig is of was;

2° indien er overeenkomstig de gewestelijke wetgeving betreffende de bodemsanering geen saneringsplichtige exploitant, eigenaar of feitelijke gebruiker is of in de gevallen van een sanering bij wijze van overgangsmaatregel saneringsplichtig is of was, de saneringswillige exploitant, eigenaar of feitelijke gebruiker, met dien verstande dat :

— de saneringswillige eigenaar slechts de tussenkomst kan genieten indien er geen exploitant is;

— de saneringswillige feitelijke gebruiker, slechts de tussenkomst kan genieten indien er geen saneringswillige eigenaar is.

## Subafdeling 2. — Tussenkomst van het Fonds in geval van sluiting

**Art. 13.** § 1. De exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar die van zijn recht op tussenkomst van het Fonds wenst gebruik te maken, beschikt, op straffe van verval, over een termijn van 12 maanden, te rekenen vanaf de datum van publicatie in het *Belgisch Staatsblad* van de erkenning van het Fonds, om per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs een aanvraag tot tussenkomst in te dienen.

§ 2. Onverminderd artikel 12 van huidig samenwerkingsakkoord, komt het Fonds rechtstreeks tussen in alle kosten voor verplicht aanvullend onderzoek, ontmanteling van ondergrondse installaties voor opslag en verdeling van motorbrandstoffen, bodemsanering en nazorg die betrekking hebben op de verontreinigde site of het verontreinigde terrein.

Onder de kosten van verplicht aanvullend onderzoek vallen ook de kosten van het afdoende bevonden oriënterend bodemonderzoek in zoverre in dit oriënterend bodemonderzoek reeds aanvullend onderzoek werd uitgevoerd; in dat geval is de tussenkomst van het Fonds beperkt tot de kosten van aanvullend onderzoek die meer dan 6.200 euro bedragen.

De tussenkomst van het Fonds is steeds beperkt tot de reële kosten die noodzakelijk zijn om de bodemsanering overeenkomstig het in de wetgevingen van de Gewesten opgenomen BAT-beginsel uit te voeren.

§ 3. In zoverre de bodemsanering van de verontreinigde site of het verontreinigd terrein technisch niet afsplitsbaar is van de bodemsanering van de bodemverontreiniging die vreemd is aan de uitbating van het tankstation, is het Fonds ertoe gehouden beide verontreinigingen te saneren en de eruit voortkomende kosten voor te schieten.



§ 4. Dans le cas où l'assainissement d'un site ou d'un terrain pollué peut être techniquement dissocié de l'assainissement d'une pollution du sol étrangère à l'exploitation de la station-service, mais que l'assainissement séparé donnerait lieu à des surcoûts, le Fonds n'est tenu à assainir simultanément l'ensemble des pollutions et d'avancer les frais supplémentaires liés à la pollution étrangère que si l'exploitant ou le propriétaire en fait la demande expresse.

§ 5. En cas d'application des §§ 3 et 4 du présent article, le Fonds réclame le remboursement des frais d'assainissement d'une pollution du sol étrangère à l'exploitation, à l'exploitant, à l'occupant ou au propriétaire de la station-service. Si les surcoûts n'excèdent pas les 2.500 euros, ils restent à charge du Fonds.

§ 6. En cas d'application des §§ 3 et 4 du présent article, le Fonds ne peut avancer les frais d'assainissement d'une pollution étrangère à l'exploitation de la station-service, que si l'exploitant, l'occupant ou le propriétaire a constitué préalablement une garantie financière en faveur du Fonds afin de garantir le remboursement de ces frais. La garantie financière doit être expressément acceptée par le Fonds conformément aux §§ 7 à 12 du présent article.

§ 7. La garantie financière visée au § 6 du présent article peut prendre les formes suivantes, séparément ou de manière combinée :

1° une garantie irrévocable donnée par une institution financière en vertu de laquelle celle-ci est tenue de régler, sur simple demande de la part du Fonds, les factures présentées par celui-ci et relatives à l'exécution de l'assainissement du sol, et ce suite à la signification par lettre recommandée de la part du Fonds, adressée à l'institution financière, du fait que l'exploitant, l'occupant et/ou le propriétaire ne respecte pas ou ne respecte que partiellement son obligation de rembourser les frais avancés, conformément aux §§ 3 et 4;

2° une somme versée sur le compte de la Caisse de Dépôt et de Consignation, en exécution d'une convention conclue entre le Fonds, l'exploitant, l'occupant ou le propriétaire, en vertu de laquelle la Caisse de Dépôt et de Consignation rembourse au Fonds, sur sa simple demande, les factures présentées relatives à l'assainissement du sol visé aux §§ 3 et 4 du présent article, et, consécutivement au paiement des factures précitées, à l'exploitant, l'occupant ou le propriétaire, le solde restant ainsi que, le cas échéant, les intérêts.

Le Fonds dispose également de la possibilité d'accepter comme garantie financière :

- 1° un cautionnement;
- 2° une hypothèque.

§ 8. La garantie financière doit couvrir les coûts de l'assainissement du sol visé aux §§ 3 et 4 du présent article, tels qu'ils auront été estimés par le Fonds.

§ 9. Le montant qui pourra être réclamé au garant, pour autant qu'il s'agisse d'une autre personne que l'exploitant, l'occupant ou le propriétaire, est limité aux coûts de l'assainissement du sol visé aux §§ 3 et 4 du présent article, tels qu'ils auront été estimés par le Fonds. Si les coûts réels d'assainissement du sol dépassent ce montant, l'exploitant, l'occupant ou le propriétaire sera tenu de les supporter.

§ 10. Dans un délai de six mois, à dater de la réception d'un courrier recommandé avec accusé de réception émanant du Fonds et l'y invitant, l'exploitant, l'occupant ou le propriétaire transmet au Fonds, par lettre recommandée avec accusé de réception, une proposition relative à la nature et à l'importance des garanties financières qui seront consenties.

Le Fonds examine sans retard les propositions de garanties financières et informe l'exploitant, l'occupant ou le propriétaire de sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception dans le mois qui suit la réception des propositions. Le Fonds pourra proposer des modifications aux propositions de l'exploitant, de l'occupant ou du propriétaire. Si le Fonds rejette en tout ou en partie les garanties proposées, il somme l'intéressé de lui fournir des propositions de garanties adaptées dans le mois. Il fixe en outre la nature et l'importance des garanties à constituer.

§ 11. En cas d'application du § 3 du présent article, tout droit à l'intervention du Fonds est suspendu aussi longtemps que l'exploitant, l'occupant ou le propriétaire n'a pas constitué de garantie financière. Tout droit à l'intervention s'éteint si l'exploitant, l'occupant ou le propriétaire n'a pas fait de proposition de garantie financière dans le délai fixé au § 10, 1<sup>er</sup> alinéa du présent article ou n'a pas constitué de garantie financière dans le délai fixé au § 10, alinéa 2 du présent article.

§ 4. In zoverre de bodemsanering van de verontreinigde site of het verontreinigd terrein afsplitsbaar is van de bodemsanering van de bodemverontreiniging die vreemd is aan de uitbating van het tankstation en de afzonderlijke bodemsanering ervan tot meerkosten leidt, is het Fonds er enkel toe gehouden voornoemde verontreiniging mede te saneren en de eruit voortkomende meerkosten voor te schieten indien de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar uitdrukkelijk om de tussenkomst van het Fonds verzoekt.

§ 5. In geval van toepassing van §§ 3 en 4 van dit artikel vordert het Fonds de voorgeschoten meerkosten van de bodemverontreiniging die vreemd is aan de uitbating van het tankstation, terug van de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar. Indien de meerkosten evenwel minder dan 2.500 euro bedragen, dan blijven zij ten laste van het Fonds.

§ 6. Het Fonds kan, in geval van toepassing van §§ 3 en 4 van dit artikel, de kosten van de bodemsanering van een verontreiniging die vreemd is aan de uitbating van het tankstation, slechts voorschieten indien de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar voorafgaandelijk ten voordele van het Fonds een financiële zekerheid heeft gesteld tot garantie van de terigbetaling van die kosten en de financiële zekerheid door het Fonds uitdrukkelijk aanvaard is overeenkomstig de bepalingen van §§ 7 tot en met 12 van dit artikel.

§ 7. De financiële zekerheid bedoeld in § 6 van dit artikel kan de volgende vorm aannemen, afzonderlijk of in combinatie :

1° een onherroepelijke garantie van een financiële instelling krachtens welke deze ertoe gehouden is om, na betekening bij een ter post aangetekend schrijven door het Fonds aan de financiële instelling van de vaststelling dat de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar zijn verbintenis tot terugbetaling van de in § 3 en 4 van dit artikel bedoelde voorgeschoten kosten niet of niet volledig nakomt, op eerste verzoek van het Fonds de door het Fonds overgelegde facturen in verband met de uitgevoerde bodemsanering te betalen;

2° een bedrag gestort op een rekening bij de Deposito- en Consignatiekas ter uitvoering van een overeenkomst tussen het Fonds, de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar, volgens welke het Deposito- en Consignatiekas op eerste verzoek van het Fonds en na voorlegging van de facturen, aan het Fonds de kosten van de door het Fonds uitgevoerde bodemsanering bedoeld in §§ 3 en 4 van dit artikel terugbetaalt en na betaling van deze facturen het overblijvend saldo evenals de intresten aan de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar terugbetaalt.

Het Fonds heeft tevens de mogelijkheid om als financiële zekerheid te aanvaarden :

- 1° een borgstelling;
- 2° een hypotheek.

§ 8. De financiële zekerheid moet betrekking hebben op het bedrag van de kosten van de bodemsanering bedoeld in §§ 3 en 4 van dit artikel, zoals deze door het Fonds geraamd worden.

§ 9. Het bedrag dat kan worden gevorderd van degene die de zekerheid verstrekt, voor zover het een andere persoon betreft dan de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar zelf, is beperkt tot de kosten van de bodemsanering bedoeld in §§ 3 en 4 van dit artikel, zoals deze door het Fonds geraamd worden. Overschrijden de kosten van de bodemsanering dit bedrag, dan blijft de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar ertoe gehouden deze te dragen.

§ 10. De exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar betekent, binnen een termijn van zes maanden nadat het Fonds hem daartoe per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs heeft verzocht, aan het Fonds bij ter post aangetekend schrijven tegen ontvangstbewijs een voorstel met betrekking tot de aard en de omvang van de financiële zekerheden.

Het Fonds onderzoekt de voorgestelde financiële zekerheden onverwijld en betekent de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar zijn beslissing bij een ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs binnen een termijn van 1 maand na ontvangst van het voorstel van de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar. Het Fonds kan aanvullingen of wijzigingen voorstellen. Als het Fonds de zekerheden geheel of gedeeltelijk verwerpt, maant het Fonds de betrokkens aan om binnen een maand aangepaste zekerheden te stellen. Het bepaalt daarbij de aard en de hoogte van de zekerheden die moeten gesteld worden.

§ 11. In geval van toepassing van § 3 van dit artikel wordt elk recht op tussenkomst vanwege het Fonds opgeschort zolang de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar geen financiële zekerheid heeft gesteld. Elk recht op tussenkomst vervalt indien de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar geen voorstel van financiële zekerheid heeft gesteld binnen de in § 10, lid 1, van dit artikel bedoelde termijn dan wel geen aangepaste financiële zekerheid heeft gesteld binnen de in § 10, lid 2, van dit artikel bedoelde termijn.

En cas d'application du § 4 du présent article, l'intervention du Fonds pour l'assainissement de la pollution du sol étrangère à l'exploitation de la station-service est suspendue aussi longtemps que l'exploitant, l'occupant et/ou le propriétaire soumis à l'obligation d'assainissement n'a pas constitué de garantie financière. Tout droit à l'intervention du Fonds en ce qui concerne l'assainissement de la pollution étrangère à l'exploitation de la station-service, s'éteint si l'exploitant, l'occupant ou le propriétaire n'a pas formulé de proposition de garantie financière dans le délai prévu au § 10, 1<sup>er</sup> alinéa du présent article, ou n'a pas constitué de garantie financière adaptée dans le délai fixé au § 10, alinéa 2 du présent article.

§ 12. Les délais visés au § 10 du présent article commencent à courir le jour suivant la réception de la lettre recommandée précitée.

**Art. 14. § 1<sup>er</sup>.** L'exploitant, l'occupant ou le propriétaire qui souhaite faire valoir son droit à l'intervention du Fonds joint à sa demande d'intervention :

1° le nombre requis d'exemplaires signés de la convention, dont la convention-type aura été approuvée par la Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol conformément à l'article 9, § 3 du présent accord;

2° une étude d'orientation jugée conforme concernant le terrain pollué;

3° un questionnaire complété avec une liste des réservoirs en service et des réservoirs hors service au jour de la demande en intervention, précisant : le type de réservoir, le produit contenu, la capacité et l'âge des réservoirs, les dernières attestations de test de mise sous pression disponibles, si ces données n'ont pas été reprises dans l'étude d'orientation jugée conforme;

4° une déclaration signée par l'exploitant, l'occupant ou le propriétaire faisant mention soit de tous les incidents de nature à générer une pollution du sol survenus après la réalisation de l'étude d'orientation jugée conforme et notifiés aux autorités publiques compétentes, soit du fait qu'il n'y a pas eu d'incident.

Le Fonds déclare la demande d'intervention recevable et complète dans un délai de trois mois suivant sa réception. Dans ce cas, le Fonds communique à l'exploitant, l'occupant ou le propriétaire les exemplaires requis de la convention, dûment signés.

Si le Fonds déclare la demande d'intervention irrecevable et/ou incomplète, il en informera l'exploitant, l'occupant ou le propriétaire par lettre recommandée et dûment motivée.

Le cas échéant, le Fonds accorde à l'exploitant, à l'occupant ou au propriétaire un délai d'un mois dans lequel les documents faisant défaut devront lui être soumis.

A défaut de présentation des documents faisant défaut dans le délai précité, la demande d'intervention du Fonds est, de plein droit, réputée irrecevable et incomplète.

Les délais prévu aux alinéas 2 et 3 du présent paragraphe prennent cours le jour suivant la réception de la lettre recommandée.

§ 2. La convention, dont le modèle aura été approuvée par la Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol conformément à l'article 9, § 3 du présent accord, doit comporter au moins les obligations suivantes :

1° Dans le chef de l'exploitant, de l'occupant ou du propriétaire qui souhaite faire valoir son droit à l'intervention du Fonds :

1. le mandat exprès en faveur du Fonds pour entreprendre, en son nom et pour son compte, toutes les démarches nécessaires à la réalisation de l'assainissement conformément à la législation régionale sur l'assainissement du sol;

2. l'obligation, en cas d'application de l'article 13, §§ 3 et/ou 4 du présent accord, de rembourser au Fonds les frais d'assainissement de la pollution du sol étrangère à l'exploitation de la station-service, dans le délai prescrit;

3. l'obligation, en cas d'application de l'article 13, §§ 3 et/ou 4 du présent accord, de constituer une garantie financière en faveur du Fonds afin de garantir le remboursement des frais d'assainissement de la pollution du sol étrangère à l'exploitation de la station-service, et ce, au plus tard dans le délai prescrit à l'article 13, § 10;

In geval van toepassing van § 4 van dit artikel wordt het recht op tussenkomst vanwege het Fonds betreffende de bodemsanering van de bodemverontreiniging die vreemd is aan de uitbating van het tankstation opgeschort zolang de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar geen financiële zekerheid heeft gesteld. Elk recht op tussenkomst vanwege het Fonds betreffende de bodemsanering van de verontreiniging die vreemd is aan de uitbating van het tankstation vervalt indien de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar geen voorstel van financiële zekerheid heeft gesteld binnen de in § 10, lid 1, van dit artikel bedoelde termijn dan wel geen aangepaste financiële zekerheid heeft gesteld binnen de in § 10, lid 2, van dit artikel bedoelde termijn.

§ 12. De termijnen bedoeld in § 10 van dit artikel vangen aan de dag na de ontvangst van het in dezelfde paragraaf bedoelde aangetekend schrijven.

**Art. 14. § 1.** De exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar die zijn recht op tussenkomst van het Fonds wenst te genieten, voegt bij zijn aanvraag tot tussenkomst :

1° het vereiste aantal ondertekende exemplaren van de overeenkomst, waarvan het model door de Interregionale Bodemsaneringscommissie werd goedgekeurd overeenkomstig artikel 9, § 3, van huidig samenwerkingsakkoord;

2° een afdoende bevonden oriënterend onderzoek met betrekking tot het verontreinigd terrein;

3° een ingevulde vragenlijst met opsomming van de houders in dienst en houders uit dienst op dag van de melding, type product per houder, capaciteit, ouderdom der houders en de laatst beschikbare attesten van de druktesten, zo deze gegevens niet opgenomen werden in het afdoende bevonden oriënterend onderzoek;

4° een door de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar ondertekende verklaring waarbij melding wordt gemaakt van alle aan de bevoegde overheid gemelde incidenten die zijn voorgevallen na de uitvoering van het oriënterend bodemonderzoek en aanleiding kunnen hebben gegeven tot bodemverontreiniging of van het feit dat er geen incidenten zijn voorgevallen.

Het Fonds verklaart de aanvraag tot tussenkomst ontvankelijk en volledig binnen een termijn van drie maanden na ontvangst ervan. In dat geval maakt het Fonds het vereiste aantal door haar medeondertkende exemplaren van de overeenkomst over aan de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar.

Indien het Fonds de aanvraag tot tussenkomst onontvankelijk en/of onvolledig verklaart, deelt het de redenen daarvan, per aangetekend schrijven aan de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar mee.

Zonodig kent het Fonds aan de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar een nieuwe termijn van één maand toe binnen welke hem de ontbrekende stukken en/of informatie moeten worden meegedeeld.

Bij gebrek aan mededeling van de ontbrekende stukken en/of informatie binnen de voornoemde termijn, wordt de aanvraag tot tussenkomst van het Fonds van rechtswege geacht onontvankelijk en onvolledig te zijn.

De termijnen bedoeld in leden 2 en 3 van deze paragraaf vangen aan de dag na ontvangst van het aangetekend schrijven.

§ 2. De overeenkomst, waarvan het model door de Interregionale Bodemsaneringscommissie, overeenkomstig artikel 9, § 3, moet worden goedgekeurd, dient minstens de volgende verbintenissen te bevatten :

1° In hoofde van de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar, die van zijn recht op tussenkomst van het Fonds gebruik wenst te maken :

1. het uitdrukkelijk mandaat ten gunste van het Fonds om in zijn naam en voor zijn rekening alle stappen te zetten die vereist zijn, voor de realisatie van de bodemsanering overeenkomstig de gewestelijke wetgeving betreffende de bodemsanering;

2. de verbintenis om, in geval van toepassing van artikel 13, §§ 3 en/of 4 van huidig samenwerkingsakkoord, de bodemsaneringskosten van de bodemverontreiniging die vreemd is aan de uitbating van het tankstation aan het Fonds terug te betalen, binnen de daartoe voorziene termijn;

3. de verbintenis om, in geval van toepassing van artikel 13, §§ 3 en/of 4 van huidig samenwerkingsakkoord, een financiële zekerheid te stellen ten voordele van het Fonds tot garantie van de terugbetaling van de bodemsaneringskosten van de bodemverontreiniging die vreemd is aan de uitbating van het tankstation en zulks uiterlijk binnen de in artikel 13, § 10 voorziene termijnen;

4. l'obligation de procéder à la fermeture de sa station-service au plus tard dans les 24 mois de la publication de l'agrément du Fonds au *Moniteur belge*, et, à cette fin, de retirer dans les deux mois de la fermeture de sa station-service toutes les installations en surface, de vider et de dégazer ses installations souterraines (notamment, les réservoirs, les conduites, les égouts, les collecteurs d'huile,...);

5. l'obligation d'une part de ne pas utiliser, faire utiliser ou laisser utiliser le terrain pollué après l'assainissement en vue de l'exploitation d'une station-service pour une durée de 15 ans à partir de l'expiration du délai dans lequel la station-service doit être fermée conformément au § 2, 1°, 4, du présent article et, d'autre part, de rendre cette obligation contraignante à l'égard de tiers acquéreurs, au moyen d'une stipulation en chaîne;

6. l'obligation de rembourser au Fonds tous les frais engagés, y compris les frais de gestion, augmentés des intérêts légaux, dès qu'il mettra fin au mandat du Fonds, quel qu'en soit le motif.

S'il est constaté que l'exploitant, l'occupant ou le propriétaire n'a pas exécuté en temps utile les obligations visées aux § 2, 1°, 3, en cas d'application de l'article 13, § 3, et des § 2, 1°, 4 et § 2, 1°, 5, du présent article le droit à toute intervention du Fonds s'éteint et le mandat, si, le cas échéant, celui-ci est encore en cours d'exécution, prend fin de plein droit. Dans ce cas, le Fonds peut réclamer à l'exploitant, l'occupant ou le propriétaire, le remboursement de tous les frais, y compris les frais de gestion, déjà exposés, majorés des intérêts légaux.

#### 2° Dans le chef du propriétaire :

1. l'obligation d'une part de ne pas utiliser, faire utiliser ou laisser utiliser le terrain pollué après l'assainissement en vue de l'exploitation d'une station-service pour une durée de quinze ans à partir de l'expiration du délai dans lequel la station-service doit être fermée conformément au § 2, 1°, 4 du présent article, et, d'autre part, de rendre cette obligation contraignante à l'égard de tiers acquéreurs au moyen d'une stipulation en chaîne.

2. Constituer une hypothèque en faveur du Fonds, afin de garantir l'obligation mentionnée au § 2, 1°, 5 et 2°, 1<sup>er</sup> du présent article.

#### 3° Dans le chef du Fonds :

L'obligation d'entreprendre, dans le cadre du mandat qui lui a été donné à cet effet, au nom et pour compte de l'exploitant, de l'occupant et/ou du propriétaire, toute les démarches nécessaires à la réalisation de l'assainissement, en ce compris la surveillance requise le cas échéant, conformément à la législation régionale sur l'assainissement du sol applicable, moyennant le respect de l'article 10, 4° du présent accord;

§ 3. Tout exploitant d'une station-service qui est à nouveau exploitée sur terrain assaini avec l'intervention du Fonds, est tenu de souscrire un contrat d'assurance couvrant les dommages pouvant résulter de l'exploitation future.

Sous-section 3. — Intervention du Fonds en cas de poursuite ou de renouvellement de l'exploitation de la station-service et pour tout assainissement par mesure transitoire

**Art. 15. § 1<sup>er</sup>.** Sans préjudice de l'article 12 du présent accord, l'intervention effective du Fonds pour l'assainissement du site ou du terrain pollué si l'exploitation de la station-service est poursuivie ou renouvelée, par mesure transitoire ou non, est toujours limitée à un montant maximal de € 62.000.

Sans préjudice de l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article, l'intervention effective du Fonds est toutefois limitée à :

1° € 37.200, en ce qui concerne l'assainissement du sol;

2° € 37.200, en ce qui concerne l'assainissement de la nappe aquifère.

Ces dernières limitations ne sont pas d'application toutefois si l'assainissement d'une couche surnageante entraîne des frais spécifiques.

§ 2. Si la demande concerne un assainissement par mesure transitoire en combinaison avec une fermeture, les dispositions de l'article 13, § 2, sont d'application. Pour que cette application soit effective, il est cependant exigé que le demandeur prouve l'existence d'un engagement de ne pas utiliser, faire utiliser ou laisser utiliser, après l'assainissement, le site ou terrain pollué pour lequel une intervention effective a été demandée aux fins de l'exploitation d'une station-service pendant la période de quinze ans, à compter de la date à laquelle la station-service a été fermée. Cet engagement doit être rendu opposable aux tiers-acquéreurs par voie de clause de reprise d'obligation.

4. de verbintenis om uiterlijk binnen 24 maanden na de bekendmaking van de erkenning van het Fonds in het *Belgisch Staatsblad* zijn tankstation te sluiten en met het oog daarop binnen 2 maanden na de sluiting alle bovengrondse installaties van zijn tankstation te verwijderen en zijn ondergrondse installaties (met name houders, leidingen, riolerings, olievangers,...) te ledigen en gasvrij te maken;

5. de verbintenis om het verontreinigd terrein niet te gebruiken, te doen gebruiken of te laten gebruiken voor de uitbating van een tankstation gedurende een periode van 15 jaar, te rekenen vanaf het verstrijken van de termijn binnen welke het tankstation moet worden gesloten overeenkomstig § 2, 1°, 4 van dit artikel, en die verbintenis ten aanzien van derde-verkrijgers afdwingbaar te maken middels een kettingbeding;

6. de verbintenis om alle reeds gemaakte kosten, i.v. de beheerskosten, vermeerderd met de wettelijke intrest, aan het Fonds terug te betalen zodra hij, om welke reden ook, het mandaat van het Fonds beëindigt.

Wanneer vastgesteld wordt dat de exploitant, de feitelijke gebruiker of eigenaar de verbintenissen bedoeld in § 2, 1°, 3, in geval van toepassing van artikel 13, § 3, § 2, 1°, 4 en § 2, 1°, 5 van dit artikel, niet of niet tijdig heeft nageleefd, vervalt elk recht op tussenkomst van het Fonds en wordt het mandaat, indien het desgevallend nog in uitvoering is, van rechtswege geacht beëindigd te zijn. In dat geval kan het Fonds alle reeds gemaakte kosten, m.i.v. de beheerskosten, vermeerderd met de wettelijke interest, van de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar terugvorderen.

#### 2° In hoofde van de eigenaar :

1. De verbintenis om het verontreinigd terrein na bodemsanering niet te gebruiken, te doen gebruiken of te laten gebruiken voor de uitbating van een tankstation gedurende een periode van vijftien jaar, te rekenen vanaf het verstrijken van de termijn binnen welke het tankstation moet worden gesloten overeenkomstig § 2, 1°, 4 van dit artikel en die verbintenis ten aanzien van derde-verkrijgers afdwingbaar te maken middels een kettingbeding.

2. Het vestigen van een hypotheek ten gunste van het Fonds, tot garantie van de verbintenis vermeld in § 2, 1°, 5 en 2°, 1 van dit artikel.

#### 3° In hoofde van het Fonds :

De verbintenis om, het kader van het hem daartoe verleende mandaat, in naam en voor rekening van de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar, alle stappen te zetten die vereist zijn voor de realisatie van de bodemsanering, m.i.v. de desgevallend vereiste nazorg, overeenkomstig de toepasselijke gewestelijke wetgeving betreffende de bodemsanering, mits eerbiediging van hetgeen in artikel 10, 4° van huidig samenwerkingsakkoord is bepaald;

§ 3. Elke exploitant die op het gesaneerde terrein opnieuw een tankstation uitbaat is ertoe gehouden een verzekeringscontract te sluiten tot dekking van de schade die uit de toekomstige verontreiniging kan voortkomen.

Subafdeling 3. — Tussenkomst van het Fonds in geval van voortzetting van de uitbating of de hernieuwing van de uitbating van het tankstation en voor alle saneringen bij wijze van overgangsmaatregel

**Art. 15. § 1.** Onverminderd artikel 12 van huidig samenwerkingsakkoord, is de effectieve tussenkomst van het Fonds voor de bodemsanering van de verontreinigde site of het verontreinigd terrein indien de uitbating van het tankstation wordt voortgezet of hernieuwd, al of niet bij wijze van overgangsmaatregel, steeds beperkt tot een maximumbedrag van € 62.000.

Onverminderd de bepalingen van lid 1, is de effectieve tussenkomst van het Fonds evenwel beperkt tot een maximumbedrag van :

1° € 37.200, wat betreft de bodemsanering;

2° € 37.200, wat betreft de sanering van het grondwater.

Met dien verstaande dat deze laatste beperkingen niet gelden indien de sanering van een drijfslag specifieke kosten met zich brengt.

§ 2. Indien de aanvraag betrekking heeft op een sanering bij wijze van overgangsmaatregel in combinatie met een sluiting, zijn de bepalingen van artikel 13, § 2 van toepassing. Opdat deze toepassing effectief zou zijn, is echter vereist dat de aanvrager het bestaan bewijst van een verbintenis om na sanering de verontreinigde site of het verontreinigde terrein waarvoor een effectieve tussenkomst wordt gevraagd, niet te gebruiken, te doen gebruiken of te laten gebruiken voor de uitbating van een tankstation gedurende een periode van vijftien jaar, te rekenen vanaf de datum waarop het tankstation werd gesloten. Deze verbintenis moet ten aanzien van derden-verkrijgers afdwingbaar worden gemaakt door middel van een kettingbeding.

§ 3. Tous les frais doivent être soumis à l'approbation du Fonds. S'il estime que les frais ne sont pas conformes ou ne sont pas entièrement conformes à la réalité, le Fonds peut refuser son intervention, en indiquant les raisons de son refus.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. L'exploitant d'un station-service qui souhaite faire valoir son droit à l'intervention du Fonds, dispose, à peine de déchéance, d'un délai de vingt-quatre mois à dater de la publication au *Moniteur belge* de l'agrément du Fonds, pour introduire sa demande d'intervention par lettre recommandée avec accusé de réception.

§ 2. Le Fonds rembourse, dans les limites fixées à l'article 15 du présent accord, les frais de l'étude complémentaire obligatoire, d'assainissement et de surveillance qui concerne directement le site pollué ou le terrain pollué, étant entendu que :

— sont aussi compris dans les frais de l'étude complémentaire obligatoire, les frais de l'étude d'orientation jugée conforme, dans la mesure où l'étude d'orientation comporte des éléments d'une étude complémentaire : dans ce cas, l'intervention du Fonds dans les frais d'étude se limite aux frais de l'étude qui excèdent € 6.200;

— l'intervention du Fonds se limite toujours aux frais réels qui sont nécessaires pour exécuter l'assainissement du sol conformément au principe de « BAT », repris dans les législations régionales;

— en cas d'assainissement du sol par enlèvement et traitement des terres polluées, l'intervention du Fonds se limite en tout cas aux frais réels :

1° de déblai de la terre polluée;

2° de transport vers et de traitement de la terre de déblai polluée dans une installation de traitement de déchets agréée ou autorisée conformément à la législation régionale concernée.

Les frais de déblai de la terre polluée sont calculées sur base de la quantité de terre traitée et d'un prix unitaire par m<sup>3</sup> de terre excavée, fixé préalablement par le Fonds. S'il est nécessaire d'enlever une quantité de terre qui ne doit pas être assainie pour accéder à la terre polluée, un supplément par unité de terre enlevée qui ne doit pas être assainie, déterminé sur une base forfaitaire par le Fonds, pourra être imputé au Fonds;

— En cas de surveillance, l'intervention du Fonds se limite aux frais de la surveillance pendant une période de cinq ans à compter de la notification de la déclaration de conformité du projet d'assainissement du sol, de l'approbation du plan d'assainissement ou du permis d'environnement.

— Le remboursement des frais ne s'effectue que sur présentation :

1° de toutes les factures qui se rapportent à l'exécution de l'assainissement; les factures présentées devront toutes être justifiées à la lumière de l'état de dépenses détaillé rédigé par l'expert en assainissement du sol préposé;

2° d'une attestation, d'une déclaration de bonne fin ou d'un autre document, établi par l'autorité régionale compétente, faisant apparaître que l'assainissement du sol a été exécuté conformément aux législations et codes de bonne pratique régionales applicables;

3° d'une déclaration, rédigée par un expert (en environnement) agréé conformément à la législation régionale concernée, attestant que la station-service satisfait dorénavant à toutes les normes environnementales régionales applicables. L'attestation n'est pas exigée pour les demandes d'assainissement en combinaison avec la fermeture par mesure transitoire.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. A. L'exploitant d'une station-service qui souhaite faire valoir son droit à l'intervention du Fonds, joint à sa demande d'intervention :

1° le nombre requis d'exemplaires signés de la convention, dont le modèle aura été approuvé par la Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol conformément à l'article 9, § 3 du présent accord;

2° une étude d'orientation jugée conforme concernant le terrain concerné;

3° un questionnaire complété avec une liste des réservoirs en service et des réservoirs hors service au jour de la demande en intervention, précisant : le type de réservoir, le produit contenu, la capacité et l'âge des réservoirs, les dernières attestations de test de mise sous pression disponibles, si ces données n'ont pas été reprises dans l'étude d'orientation jugée conforme;

§ 3. Alle kosten moeten ter goekeuring van het Fonds worden voorgelegd. Dit kan zijn tussenkomst op gemotiveerde wijze weigeren, zo het van oordeel is dat deze kosten niet of niet geheel aan de werkelijkheid beantwoorden.

**Art. 16.** § 1. De exploitant van een tankstation die van zijn recht op tussenkomst van het Fonds wenst gebruik te maken, beschikt, op straffe van verval, over een termijn van vierentwintig maanden, te rekenen vanaf de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de erkenning van het Fonds, om per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs een aanvraag tot tussenkomst in te dienen.

§ 2. Het Fonds betaalt, binnen de perken als bepaald in artikel 15 van huidig samenwerkingsakkoord, de kosten voor verplicht aanvullend onderzoek, bodemsanering en nazorg die rechtstreeks betrekking hebben op de verontreinigde site of het verontreinigd terrein, terug met dien verstande dat :

— onder de kosten van verplicht aanvullend onderzoek ook de kosten van het afdoende bevonden oriënterend bodemonderzoek vallen in zoverre in dit oriënterend bodemonderzoek reeds aanvullend onderzoek werd uitgevoerd; in dat geval is de tussenkomst van het Fonds beperkt tot de kosten van aanvullend onderzoek die meer dan € 6.200 bedragen;

— de tussenkomst van het Fonds steeds beperkt is tot de reële kosten die noodzakelijk zijn om de bodemsanering overeenkomstig het in de wetgevingen van de Gewesten opgenomen BAT-beginsel uit te voeren;

— in geval van bodemsanering door uitgraving en verwerking, de tussenkomst van het Fonds in alle geval beperkt is tot de reële kosten van :

1° uitgraving van verontreinigde grond;

2° vervoer naar en verwerking van de afgegraven verontreinigde grond in een daartoe overeenkomstig de wetgeving van de Gewesten erkende of vergunde afvalverwerkingsinrichting.

De kosten voor uitgraving van verontreinigde grond worden verrekend op basis van de hoeveelheid verwerkte grond en een vooraf door het Fonds vastgestelde eenheidsprijs per m<sup>3</sup> uitgegraven grond. Indien voorafgaandelijk een niet te saneren hoeveelheid grond moet worden afgegraven om de verontreinigde grond te kunnen verwerken, zal een door het Fonds op forfaitaire wijze bepaalde toeslag per eenheid afgegraven niet te saneren grond op het Fonds kunnen worden aangerekend;

— de tussenkomst van het Fonds, in geval van nazorg, beperkt is tot de kosten van nazorg gedurende een periode van vijf jaar te rekenen vanaf de betekening van de conform verklaring van het bodemsaneringsproject, de goedkeuring van het saneringsplan of de milieuvergunning;

— de terugbetaling van de kosten slechts plaatsgrijpt na voorlegging :

1° van alle facturen die betrekking hebben op de uitvoering van de sanering; de voorgelegde facturen dienen alle verantwoord te zijn in het licht van een gedetailleerde rekeningsstaat opgesteld door de aangeestelde bodemsaneringsdeskundige;

2° van een attest, eindverklaring of aktenaam, opgesteld door de bevoegde gewestelijke overheid, waaruit blijkt dat de bodemsanering overeenkomstig de in dat Gewest toepasselijke normen en codes van goede praktijk werd uitgevoerd;

3° van een attest, opgesteld door een overeenkomstig de wetgeving van het betrokken gewest erkend (milieu) deskundige, waaruit blijkt dat het hernieuwde tankstation voortaan voldoet aan alle in dat gewest toepasselijke milieunormen. Het attest is niet vereist bij aanvragen tot sanering in combinatie met de sluiting bij wijze van overgangsmaatregel.

**Art. 17.** § 1. A. De exploitant van een tankstation die van zijn recht op tussenkomst van het Fonds wenst te genieten, voegt bij zijn aanvraag tot tussenkomst :

1° het vereiste aantal ondertekende exemplaren van de overeenkomst, waarvan het model door de Interregionale Bodemsaneringscommissie werd goedgekeurd overeenkomstig artikel 9, § 3, van huidig samenwerkingsakkoord;

2° een afdoende bevonden oriënterend onderzoek;

3° een uitgevulde vragenslijst met opsomming van de houders in dienst en houders uit dienst op dag van de melding, type product per houder, capaciteit, ouderdom der houders en de laatst beschikbare attesten van de druktesten, zo deze gegevens niet opgenomen werden in het afdoende bevonden oriënterend onderzoek;

4° une déclaration signée par l'exploitant de la station-service faisant mention soit de tous les incidents de nature à générer une pollution du sol survenus après la réalisation de l'étude d'orientation jugée conforme et notifiés aux autorités publiques compétentes, soit du fait qu'il n'y a pas eu d'incident.

§ 1<sup>er</sup>. *B.* L'exploitant d'une station-service qui souhaite faire valoir son droit à l'intervention du Fonds en cas d'assainissement par mesure transitoire, joint à sa demande d'intervention uniquement :

1° le nombre requis d'exemplaires signés de la convention, dont le modèle aura été approuvé par la Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol conformément à l'article 9, § 3 du présent accord;

2° un projet d'assainissement du sol déclaré conforme, un plan d'assainissement approuvé et un permis d'environnement pour autant que la réglementation régionale en vigueur l'exige;

3° si elle est déjà disponible, une attestation déclarant que l'assainissement du sol a été effectué conformément au projet d'assainissement du sol, plan d'assainissement ou permis d'environnement pour autant que la réglementation régionale l'exige.

§ 2. Le Fonds déclare la demande d'intervention recevable et complète dans un délai de 3 mois suivant sa réception. Dans ce cas, le Fonds communique à l'exploitant de la station-service le nombre d'exemplaires requis de la convention, dûment signés.

Si le Fonds déclare la demande d'intervention irrecevable et/ou incomplète, il en informera l'exploitant de la station-service par lettre recommandée et dûment motivée.

Le cas échéant, le Fonds accorde à l'exploitant de la station-service un délai d'un mois dans lequel les documents faisant défaut devront lui être soumis.

A défaut de présentation des documents faisant défaut dans le délai précité, la demande d'intervention du Fonds est, de plein droit, réputée irrecevable.

Les délais prévus aux alinéas 1<sup>er</sup> et 3 du présent paragraphe prennent cours le jour suivant la réception de la lettre recommandée.

§ 3. La convention, dont le modèle aura été approuvé par la Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol conformément à l'article 9, § 3 du présent accord, doit comporter au moins les obligations suivantes :

1° Dans le chef de l'exploitant de la station-service :

1. L'obligation de procéder à l'assainissement conformément à la législation régionale sur l'assainissement du sol et, ce faisant, d'assainir le site pollué ou le terrain pollué et de préfinancer l'assainissement.

Concernant les demandes d'assainissement par mesure transitoire, cette obligation n'est pas d'application.

2. L'engagement ou la preuve que les investissements requis ont été exécutés à ses frais, d'éviter toute nouvelle pollution du site ou du terrain pollué en vertu de la législation régionale applicable en la matière. Si la demande concerne un assainissement par mesure transitoire en combinaison avec une fermeture, cet engagement ou cette preuve n'est pas d'application.

3. Autoriser le Fonds à contrôler la bonne exécution de l'assainissement et, à cette fin, avant de transmettre le projet d'assainissement du sol ou plan d'assainissement aux autorités compétentes régionales concernées pour approbation, de soumettre celui-ci à l'approbation préalable du Fonds et de se conformer, le cas échéant, aux recommandations du Fonds. Si la demande concerne un assainissement par mesure transitoire, cette approbation préalable n'est pas d'application.

S'il est constaté que l'exploitant de la station-service n'a pas exécuté ou n'a pas exécuté en temps utile les obligations précitées, le droit à toute intervention du Fonds s'éteint et la convention est réputée résiliée de plein droit. Dans ce cas, le Fonds peut réclamer à l'exploitant le remboursement de tous les frais déjà exposés, majorés des intérêts légaux.

2° Dans le chef du Fonds :

1. L'obligation d'assister et de conseiller au mieux de ses possibilités l'exploitant de la station-service dans la réalisation de l'assainissement; si la demande concerne un assainissement par mesure transitoire, cette obligation n'est pas exigée.

2. L'obligation d'évaluer en temps utile et d'approuver ou de rejeter le projet d'assainissement ou le plan d'assainissement proposé par l'exploitant de la station-service, dans un délai de trois mois suivant la

4° een door de exploitant van een tankstation ondertekende verklaring waarbij melding wordt gemaakt van alle aan de bevoegde overheid gemelde incidenten die zijn voorgevallen na de uitvoering van het oriënterend bodemonderzoek en aanleiding kunnen hebben gegeven tot bodemverontreiniging of van het feit dat er geen incidenten zijn voorgevallen.

§ 1. *B.* De exploitant van een tankstation die zijn recht op tussenkomst van het Fonds voor een sanering bij wijze van overgangsmaatregel wenst te genieten, voegt bij zijn aanvraag tot tussenkomst enkel :

1° het vereiste aantal ondertekende exemplaren van de overeenkomst, waarvan het model door de Interregionale Bodemsaneringscommissie werd goedgekeurd overeenkomstig artikel 9, § 3, van huidig samenwerkingsakkoord;

2° een conform verklaard bodemsaneringsproject, goedgekeurd saneringsplan en een milieuvergunning voorzover de geldende gewestelijke regelgeving dit vereist;

3° indien reeds beschikbaar een attest waaruit blijkt dat de bodemsanering conform het bodemsaneringsproject, het saneringsplan of de milieuvergunning voorzover de geldende milieuvergunning dit vereist, is uitgevoerd.

§ 2. Het Fonds verklaart de aanvraag tot tussenkomst ontvankelijk en volledig binnen een termijn van 3 maanden na ontvangst ervan. In dat geval maakt het Fonds het vereiste aantal door hem medeondertekende exemplaren van de overeenkomst over.

Indien het Fonds de aanvraag tot tussenkomst onontvankelijk en/of onvolledig verklaart, deelt het de redenen daarvan, per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs mee aan de exploitant van het tankstation.

Zonodig kent het Fonds aan de exploitant van het tankstation een nieuwe termijn van één maand mee binnen welke de ontbrekende stukken hem moeten worden meegedeeld.

Bij gebrek aan mededeling van de ontbrekende stukken binnen de voornoemde termijn, wordt de aanvraag tot tussenkomst van het Fonds van rechtswege geacht onontvankelijk te zijn.

De termijnen bedoeld in leden 1 en 3 van deze paragraaf vangen aan de dag na ontvangst van het aangetekend schrijven.

§ 3. De overeenkomst, waarvan het model door de Interregionale Bodemsaneringscommissie, overeenkomstig artikel 9, § 3, moet worden goedgekeurd, dient minstens de volgende verbintenissen te bevatten :

1° In hoofde van de exploitant van het tankstation :

1. De verbintenis om de bodemsanering te realiseren overeenkomstig de gewestelijke wetgeving betreffende de bodemsanering en aldus de verontreinigde site of het verontreinigde terrein te saneren en de bodemsaneringskosten te voorfinancieren.

Indien het een aanvraag tot sanering bij wijze van overgangsmaatregel betreft, vervalt deze verbintenis.

2. De verbintenis of het bewijs dat op eigen kosten de vereiste investeringen worden verricht die, met toepassing van de gewestelijke wetgeving, noodzakelijk zijn om nieuwe verontreiniging van de site of het verontreinigde terrein te vermijden. Indien de aanvraag een sanering bij wijze van overgangsmaatregel betreft in combinatie met een sluiting is deze verbintenis of bewijs niet van toepassing;

3. De verbintenis om controle vanwege het Fonds op de realisatie van de bodemsanering toe te staan en met het oog daarop elk bodemsaneringsproject of saneringsplan, vooraleer het project voor goedkeuring aan de bevoegde gewestelijke overheid voor te leggen, ter voorafgaandelijke goedkeuring aan het Fonds voor te leggen en zo nodig de aanbevelingen van het Fonds op te volgen. Indien de aanvraag betrekking heeft op een sanering bij wijze van overgangsmaatregel is deze voorafgaandelijke goedkeuring niet vereist.

Wanneer vastgesteld wordt dat de exploitant van het tankstation voornoemde verbintenissen niet heeft nageleefd, vervalt het recht op elke tussenkomst van het Fonds en wordt de overeenkomst geacht van rechtswege ontbonden te zijn. In dat geval kan het Fonds alle reeds gemaakte kosten, alsmede de wettelijke interest, van de exploitant terugvorderen.

2° In hoofde van het Fonds :

1. De verbintenis om de exploitant van het tankstation bij de realisatie van de bodemsanering naar best vermogen bij te staan en te adviseren. Indien de aanvraag betrekking heeft op een sanering bij wijze van overgangsmaatregel is deze verbintenis niet vereist;

2. De verbintenis om het door de exploitant van het tankstation voorgestelde bodemsaneringsproject of saneringsplan tijdig te beoordelen en goed- of af te keuren, en zulks uiterlijk binnen een termijn van

proposition des documents précités, à défaut de quoi il sera réputé approuvé tacitement. Si la demande concerne un assainissement par mesure transitoire, cette obligation n'est pas d'application.

3. L'obligation de rembourser les frais réels d'assainissement du site ou du terrain pollué, dans les limites fixées aux articles 15 et 16 du présent accord, dans les trois mois suivant la réception des attestations prévues à l'article 16, § 2, quatrième tiret du présent accord. Ce délai est de 6 mois pour les demandes d'assainissement par mesure transitoire.

§ 4. La convention doit comprendre les modalités appropriées de contrôle de l'exécution des obligations par l'exploitant de la station-service, afin de limiter l'intervention du Fonds au remboursement des frais d'assainissement réels et acceptés dans les limites fixées aux articles 15 et 16 du présent accord.

### CHAPITRE III. — La Commission interrégionale de l'assainissement du sol

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Les Régions instituent une Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol en tant qu'institution commune visée à l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980 sur les réformes institutionnelles. La Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol est dotée de la personnalité juridique.

La Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol est composée de six membres effectifs et de six membres suppléants. Chaque gouvernement régional nomme et révoque deux membres effectifs et deux membres suppléants qui remplacent les membres effectifs absents.

§ 2. Les membres de la Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol mis à disposition par les gouvernements régionaux, restent soumis aux dispositions statutaires qui leur sont applicables.

**Art. 19.** La Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol se réunit au moins deux fois par an, à la demande d'un membre, et chaque fois que le présent accord l'exige. Elle ne siège valablement que si les trois Régions sont représentées.

Chaque année, les membres de la Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol désignent en leur sein, un président et un secrétaire, en respectant une alternance entre les Régions.

Tout avis, toute proposition ou toute décision de la Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol doit être adopté par consensus. La présence d'au moins un représentant de chaque région est requise pour l'adoption de toute avis, proposition ou décision.

**Art. 20.** Le budget annuel de la Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol est provisionné par chaque Région conformément à la clé de répartition utilisée à l'article 16bis, § 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. La Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol :

1° après avoir entendu le représentant du Fonds, octroie, suspend ou retire l'agrément du Fonds ou modifie à tout moment les conditions d'agrément, pour des raisons d'intérêt général;

2° approuve ou désapprouve les modifications à la contribution obligatoire, proposées par le Fonds;

3° évalue le programme annuel d'assainissement présenté par le Fonds conformément à l'article 10, 7°, du présent accord et donne le cas échéant son accord ou son refus dans le délai d'un mois après la proposition du programme. A défaut de décision dans ce délai, le programme annuel d'assainissement est considéré comme approuvé tacitement. En cas de refus, un programme d'assainissement modifié devra être introduit dans le délai fixé par la Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol, et tiendra compte des remarques formulées par la Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol;

4° impose au Fonds des amendes administratives, selon les modalités prévues aux articles 24 et suivants.

§ 2. La Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol vérifie :

1° la manière dont le Fonds remplit les tâches qui lui ont été confiées;

2° les informations qui doivent lui être communiquées en vertu des articles 10, 8°, 9° et 10°, et 11.

drie maanden na de voorlegging van voornoemde documenten, bij gebreke waarvan het geacht wordt stilzwijgend te zijn goedgekeurd. Deze verbintenis vervalt indien het een sanering bij wijze van overgangsmaatregel betreft.

3. De verbintenis om, binnen het kader van de grenzen bepaald in artikelen 15 en 16 van huidig samenwerkingsakkoord, de reële kosten van bodemsanering van de verontreinigde site of het verontreinigd terrein terug te betalen binnen een termijn van 3 maanden na ontvangst van de attesten bedoeld in artikel 16, § 2, vierde streepje van huidig samenwerkingsakkoord. Voor aanvragen tot sanering bij wijze van overgangsmaatregel bedraagt deze termijn zes maanden.

§ 4. De overeenkomst dient te voorzien in aangepaste modaliteiten van controle op de naleving van de verbintenissen van de exploitant van het tankstation, opdat de tussenkomst van het Fonds beperkt is tot de vergoeding van de reële en aanvaarde bodemsaneringskosten, binnen de grenzen van de artikelen 15 en 16 van huidig samenwerkingsakkoord.

### HOOFDSTUK III. — De Interregionale Bodemsaneringscommissie

**Art. 18.** §1. De Gewesten richten een Interregionale Bodemsaneringscommissie op als een gemeenschappelijke instelling, bedoeld in artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 op de hervorming der instellingen. De Interregionale Bodemsaneringscommissie heeft rechtspersoonlijkheid.

De Interregionale Bodemsaneringscommissie is samengesteld uit zes effectieve leden en zes plaatsvervangende leden. Elke gewestregering duidt aan en trekt de aanduiding in van twee effectieve leden en twee plaatsvervangende effectieve leden die de effectieve leden vervangen in geval van afwezigheid.

§ 2. De leden van de Interregionale Bodemsaneringscommissie die ter beschikking gesteld zijn door de gewestelijke regeringen, blijven onderworpen aan de statutaire bepalingen die op hen van toepassing zijn.

**Art. 19.** De Interregionale Bodemsaneringscommissie komt ten minste twee maal per jaar samen, op vraag van een lid en telkens indien huidig samenwerkingsakkoord het vereist. Zij zetelt slechts geldig indien de drie Gewesten vertegenwoordigd zijn.

De leden van de Interregionale Bodemsaneringscommissie duiden jaarlijks in hun midden een voorzitter en een secretaris aan, waarbij een beurtrol wordt gerespecteerd tussen de Gewesten.

Elk advies, voorstel of beslissing van de Interregionale Bodemsaneringscommissie moet bij consensus worden genomen en vereist de aanwezigheid van minstens één vertegenwoordiger van elk Gewest.

**Art. 20.** Het jaarlijks budget van de Interregionale Bodemsaneringscommissie wordt ter beschikking gesteld door elk Gewest overeenkomstig de verdeelsleutel gebruikt in artikel 16bis, § 1 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

**Art. 21.** § 1. De Interregionale Bodemsaneringscommissie :

1° verleent, schorst of heft de erkenning van het Fonds op of wijzigt op elk ogenblik, na de vertegenwoordiger van het Fonds te hebben gehoord, de erkenningsvoorwaarden, om redenen van algemene belang;

2° keurt de door het Fonds voorgestelde wijziging van de verplichte bijdrage goed of af;

3° evalueert het jaarlijks saneringsprogramma dat haar door het Fonds overeenkomstig artikel 10, 7°, van huidig samenwerkingsakkoord wordt voorgelegd, en geeft in voorkomend geval haar goedkeuring of weigering binnen een termijn van één maand nadat het programma haar werd voorgelegd. Bij gebrek aan een beslissing binnen deze termijn, wordt het jaarlijks saneringsprogramma geacht stilzwijgend te zijn goedgekeurd. In geval van weigering moet een aangepast saneringsprogramma worden ingediend binnen de termijn bepaald door de Interregionale Bodemsaneringscommissie, dat rekening houdt met de door de Interregionale Bodemsaneringscommissie geformuleerde opmerkingen;

4° legt administratieve geldboetes op aan het Fonds overeenkomstig artikel 24 en volgende;

§ 2. De Interregionale Bodemsaneringscommissie verifieert :

1° hoe het Fonds de hem toevertrouwde taken waarneemt;

2° de informatie die haar meegedeeld moet worden krachtens de artikelen 10, 8°, 9° en 10°, en 11;

§ 3. Les membres de la Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol interrogent les réviseurs d'entreprise du Fonds, examinent les comptes conformément à l'article 10, 8° et se chargent du contrôle du respect des dispositions du présent accord.

§ 4. La Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol établit chaque année un rapport sur ses activités à l'attention des gouvernements régionaux.

CHAPITRE IV. — *Contrôle, suspension et retrait de l'agrément, amendes administratives*

Section 1<sup>re</sup>. — Contrôle

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des compétences des officiers de police judiciaire, les membres de la Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol, au sein de chaque administration régionale compétente, sont chargés du contrôle du respect des dispositions du présent accord. Les procès-verbaux établis par eux font foi jusqu'à preuve du contraire.

§ 2. Le Fonds est tenu de produire, à la demande des personnes visées au § 1<sup>er</sup>, tous documents et toute correspondance et de fournir verbalement ou par écrit tous renseignements relatifs à l'exécution de ses obligations en vertu du présent accord.

Lorsque ces renseignements sont tenus, établis, délivrés, reçus ou conservés au moyen d'un système informatique, les personnes visées au § 1<sup>er</sup> ont le droit de se faire communiquer les données enregistrées sur des supports informatiques, sous forme lisible et intelligible. Les personnes visées au § 1<sup>er</sup> peuvent également requérir du Fonds d'effectuer en leur présence, et sur son matériel, des copies, dans la forme qu'elles souhaitent, de tout ou partie des données précitées, ainsi que les traitements informatiques jugés nécessaires à la vérification du respect des obligations du présent accord.

§ 3. Le Fonds est tenu d'accorder, à tout moment et sans avertissement préalable, le libre accès des locaux où sont exercées ses activités, aux fins de permettre aux personnes visées au § 1<sup>er</sup> de contrôler le respect des dispositions du présent accord.

Constituent notamment des locaux où une activité est exercée, les bureaux, usines, ateliers, magasins, garages et terrains servant de bureau, d'usine, d'atelier ou de dépôt.

Section 2. — Suspension et retrait de l'agrément

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. Au cas où il n'a pas satisfait à l'une des obligations visées à l'article 10, la Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol peut adresser un avertissement au Fonds par lettre recommandée.

§ 2. La Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol peut procéder à la suspension ou au retrait de l'agrément du Fonds lorsque :

- 1° aucune suite satisfaisante n'a été donnée à un premier avertissement;
- 2° le Fonds ne satisfait pas ou ne satisfait pas suffisamment aux obligations énumérées à l'article 10;
- 3° le Fonds ne respecte pas les lois, les réglementations ou ses statuts;
- 4° un détournement de fonds est constaté.

L'agrément ne peut être suspendu ou retiré que dans la mesure où le(s) représentant(s) du Fonds a ou ont été préalablement entendu(s) par la Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol.

§ 3. Si l'agrément du Fonds est retiré, la Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol peut prendre toutes les mesures appropriées pour sauvegarder les droits des entreprises soumises à accises concernées, des exploitants, des occupants et/ou propriétaires concernés et des personnes lésées.

Dans les cas où l'agrément est suspendu, la contribution obligatoire prévue à l'article 4, § 1<sup>er</sup> du présent contrat de coopération est suspendu.

Dans les cas où l'agrément est retiré, la contribution obligatoire prévue à l'article 4, § 1<sup>er</sup> du présent contrat de coopération est supprimée.

La suspension et le retrait de l'agrément sont publiés incessamment au *Moniteur belge*.

§ 4. La Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol nomme un liquidateur spécial aux fins de liquidation.

§ 3. De leden van de Interregionale Bodemsaneringscommissie ondervragen de bedrijfsrevisoren van het Fonds, onderzoeken de rekeningen overeenkomstig artikel 10, 8°, en zijn gelast met het toezicht op de bepalingen van huidig samenwerkingsakkoord.

§ 4. De Interregionale Bodemsaneringscommissie stelt jaarlijks een rapport op over haar activiteiten ten behoeve van de gewestregeringen.

HOOFDSTUK IV. — *Toezicht, schorsing en opheffing van de erkenning van het Fonds en administratieve gelboetes*

Afdeling 1. — Toezicht

**Art. 22.** § 1. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie, zijn de leden van de Interregionale Bodemsaneringscommissie belast met het toezicht op de bepalingen van huidig samenwerkingsakkoord. De door hen opgestelde processen-verbaal hebben bewijskracht tot bewijs van het tegendeel.

§ 2. Het Fonds is ertoe gehouden om, op verzoek van de in de eerste paragraaf vernoemde personen, alle documenten en briefwisseling ter beschikking te stellen en mondeling of schriftelijk alle inlichtingen met betrekking tot de uitvoering van haar verplichtingen krachtens huidig samenwerkingsakkoord te verstrekken.

Wanneer de documenten en briefwisseling door middel van een geïnformatiseerd systeem worden bijgehouden, opgemaakt, uitgereikt, ontvangen of bewaard, hebben de in de eerste paragraaf vernoemde personen het recht zich de op informatiedragers geplaatste gegevens in een leesbare en verstaanbare vorm ter inzage te doen voorleggen. De in de eerste paragraaf vernoemde personen kunnen eveneens het Fonds verzoeken om in hun bijzijn en met zijn uitrusting kopieën te maken onder de door hen gewenste vorm van het geheel of een deel van de voormelde gegevens, evenals om de informaticabewerkingen te verrichten die nodig worden geacht om de controle uit te oefenen op de naleving van de verplichtingen van huidig samenwerkingsakkoord.

§ 3. Het Fonds is ertoe gehouden om op elk tijdstip en zonder voorafgaande verwittiging, vrije toegang te verlenen tot de ruimten waar het zijn activiteit uitoefent teneinde de in de eerste paragraaf vernoemde personen in staat te stellen de nalving van de bepalingen van huidig samenwerkingsakkoord te controleren.

Als ruimte waar een activiteit wordt uitgeoefend, moeten onder meer worden beschouwd burelen, fabrieken, werkplaatsen, winkels, garages en terreinen die als bureel, fabriek, werkplaats gebruikt worden.

Afdeling 2. — Schorsing en opheffing van de erkenning van het Fonds

**Art. 23.** § 1. Ingeval één van de verplichtingen voorzien in artikel 10 niet wordt nagekomen, kan de Interregionale Bodemsaneringscommissie per aangetekend schrijven en waarschuwing richten aan het Fonds.

§ 2. De Interregionale Bodemsaneringscommissie kan overgaan tot schorsing of opheffing van de erkenning van het Fonds indien :

- 1° geen voldoende gevolg aan de eerste waarschuwing werd gegeven;
- 2° het Fonds niet of onvoldoende voldoet aan de verplichtingen opgesomd in artikel 10;
- 3° het Fonds niet handelt overeenkomstig de wetten, verordeningen of zijn statuten;
- 4° verduistering van gelden wordt vastgesteld.

De erkenning kan alleen geschorst op gegeven worden indien de vertegenwoordiger(s) van het Fonds door de Interregionale Bodemsaneringscommissie voorafgaandelijk werd(en) gehoord.

§ 3. Indien de erkenning van het Fonds wordt opgeheven, kan de Interregionale Bodemsaneringscommissie alle passende maatregelen nemen ter vrijwaring van de rechten van de accijnsplichtige ondernemingen, de betrokken exploitanten, feitelijke gebruikers en/of eigenaars en de benadeelden.

Ingeval de erkenning wordt opgeschort, wordt de bijdrageplicht bedoeld in artikel 4, § 1, van huidig samenwerkingsakkoord opgeschort.

In geval de erkenning wordt opgeheven, wordt de bijdrageplicht bedoeld in artikel 4, § 1 van huidig samenwerkingsakkoord opgeheven.

Van de opschorting en opheffing wordt onverwijld in het *Belgisch Staatsblad* melding gemaakt.

§ 4. De Interregionale Bodemsaneringscommissie benoemt voor de vereffening een bijzonder vereffenaar.

Aussi longtemps que se poursuit la liquidation des activités du Fonds, ce dernier reste soumis au contrôle de la Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol.

### Section 3. — Amendes administratives

**Art. 24.** § 1<sup>er</sup>. Au cas où le Fonds ne communique pas dans les délais requis le plan annuel d'assainissement visé par l'article 10, 7° ou communique à plus d'une reprise un plan d'assainissement jugé insuffisant par la Commission interrégionale d'Assainissement du Sol, ladite Commission peut, conformément aux dispositions de l'article 25, infliger au Fonds une amende administrative de € 25.000 pour chaque programme non communiqué ou l'ayant été hors des délais ou qui à plus d'une reprise aura été jugé manifestement insuffisant.

§ 2. Au cas où le Fonds n'observe pas ou tardivement les autres obligations visées par l'article 10, la Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol pourra, sur base des informations disponibles, lui infliger une amende administrative dont le montant ne pourra pas être supérieur à € 25.000, moyennant le respect des dispositions de l'article 25.

**Art. 25.** § 1<sup>er</sup>. Les amendes administratives visées à l'article 24 sont fixées conformément aux articles 2 à 10 et 12<sup>ter</sup> à 13 de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales, compte tenu des règles suivantes :

a) pour l'application des articles 2, 3, 6 à 8 et 13 de la loi précitée, il y a lieu d'entendre par « employeur » le Fonds;

b) pour l'application des articles 5, 7 et 13 de la loi précitée, il y a lieu d'entendre par « auditeur du travail », le procureur du Roi;

c) par fonctionnaire visé aux articles 4, 6 et 10 de la loi précitée, il y a lieu d'entendre le ou les membres de la Commission interrégionale d'assainissement du sol;

d) pour l'application des articles 8 et 9 de la loi précitée, il y a lieu d'entendre par « tribunal du travail » et « juridiction du travail », le tribunal de première instance;

e) pour l'application de l'article 12<sup>ter</sup> de la loi précitée, il y a lieu d'entendre par « l'article 1<sup>er</sup> et 1<sup>er</sup>bis », l'article 24 du présent accord.

§ 2. L'amende administrative doit être acquittée dans un délai de trois mois à compter du jour de la notification de la décision infligeant cette amende. L'amende administrative est acquittée par versement ou virement au compte de la Commission interrégionale d'Assainissement du sol avec mention des références indiquées dans la décision infligeant l'amende.

§ 3. Le produit des amendes administratives revient à la Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol.

**Art. 26.** Le Fonds qui conteste la décision de la Commission interrégionale de l'Assainissement du Sol, peut introduire un recours par requête auprès du tribunal de première instance, conformément à l'article 8 de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables lors d'infractions à certaines lois sociales. L'exécution de la décision n'est pas suspendue par l'introduction du recours.

### CHAPITRE V. — Dispositions pénales

**Art. 27.** Est puni d'un emprisonnement d'une semaine à deux mois et d'une amende équivalent 10 fois le montant de la cotisation obligatoire éludée, avec un minimum de € 250, ou d'une de ces peines seulement, celui qui ne respecte pas les prescriptions de l'article 4, § 1<sup>er</sup> du présent accord.

En cas de récidive, l'amende est doublée.

Est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de € 25 à € 50.000 ou d'une de ces peines seulement, celui qui ne respecte pas les prescriptions de l'article 10 du présent accord.

Est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de € 2,50 à € 25.000 ou d'une de ces peines seulement, celui qui entrave, d'une quelconque manière, le contrôle tel qu'organisé par le présent accord.

**Art. 28.** Les personnes physiques et morales sont civilement responsables des amendes et frais, en ce compris des frais de justice, auxquels sont condamnés leurs préposés, administrateurs, gérants, liquidateurs ou mandataires.

Zolang de vereffening van de verrichtingen van het Fonds duurt, blijft het Fonds aan de controle van de Interregionale Bodemsaneringscommissie onderworpen.

### Afdeling 3. — Administrative geldboeten

**Art. 24.** § 1. Indien het Fonds het jaarlijks saneringsprogramma, bedoeld in artikel 10, 7°, niet binnen de opgelegde termijnen neerlegt of bij herhaling een door de Interregionale Bodemsaneringscommissie onvoldoende geacht saneringsprogramma neerlegt, dan kan de Interregionale Bodemsaneringscommissie aan het Fonds overeenkomstig de regelen bepaald in artikel 25, een administratieve geldboete opleggen van € 25.000 voor elk programma dat niet of niet tijdig werd meegedeeld of bij herhaling kennelijk onvoldoende geacht wordt.

§ 2. Indien het Fonds de overige verplichtingen bedoeld in artikel 10 kennelijk niet of niet tijdig naleeft, dan kan de Interregionale Bodemsaneringscommissie, op basis van de beschikbare gegevens, overeenkomstig de regelen bepaald in artikel 25, een administratieve geldboete opleggen waarvan het bedrag niet hoger kan zijn dan € 25.000.

**Art. 25.** § 1. De administratieve geldboetes bedoeld in artikel 24 worden vastgesteld overeenkomstig de artikelen 2 tot en met 10 en 12<sup>ter</sup> tot en met 13 van de wet van 30 juni 1971 betreffende de toepasbare administratieve geldboetes bij inbreuk op sommige sociale wetten, met dien verstande dat :

a) voor de toepassing van de artikelen 2, 3, 6 tot en met 8 en 13, van de voornoemde wet met « werkgever » het Fonds wordt bedoeld;

b) voor de toepassing van de artikelen 5, 7 en 13, van de voornoemde wet met « arbeidsauditeur » de procureur des Konings wordt bedoeld;

c) de ambtenaar bedoeld in de artikelen 4, 6 en 10, van voornoemde wet, het lid (de leden) van de Interregionale Bodemsaneringscommissie is (zijn);

d) voor de toepassing van de artikelen 8 en 9, van de voornoemde wet met « arbeidsrechtbank » en « arbeidsgerecht » de rechtbank van eerste aanleg wordt bedoeld;

e) voor de toepassing van artikel 12<sup>ter</sup> van de voornoemde wet met « artikel 1 en 1bis » het artikel 24 van huidig samenwerkingsakkoord wordt bedoeld.

§ 2. De administratieve geldboete dient te worden voldaan binnen een termijn van drie maanden te rekenen vanaf de dag van de betekening van de beslissing die de administratieve geldboete oplegt. De administratieve geldboete is voldaan door storting of overschrijving op rekening van de Interregionale Bodemsaneringscommissie met de referenties uit de beslissing die de administratieve geldboete oplegt.

§ 3. De opbrengst van de administratieve geldboete komt toe aan de Interregionale Bodemsaneringscommissie.

**Art. 26.** Het Fonds dat de beslissing van de Interregionale Bodemsaneringscommissie betwist, kan bij verzoekschrift beroep aantekenen bij de rechtbank van eerste aanleg overeenkomstig artikel 8 van de wet van 30 juni 1971 betreffende de toepasbare administratieve geldboeten bij inbreuk op sommige sociale wetten. Dit beroep schorst de uitvoering van de beslissing niet.

### HOOFDSTUK V. — Strafbepalingen

**Art. 27.** Hij die de voorschriften van artikel 4, § 1, van huidig samenwerkingsakkoord overtreedt, wordt gestraft met een gevangenisstraf van één week tot twee maanden en met een gelboete van tienmaal de ontdoken bijdrage, met een minimum van € 250, of met één van deze straffen alleen.

In geval van herhaling wordt de gelboete verdubbeld.

Hij die de voorschriften van artikel 10 van huidig samenwerkingsakkoord overtreedt, wordt gestraft met een gevangenisstraf van één maand tot één jaar en met een geldboete van € 25 tot € 50.000 of met één van deze straffen alleen.

Hij die op welke manier dan ook het toezicht zoals bepaald in huidig samenwerkingsakkoord verhindert, wordt gestraft met een gevangenisstraf van één maand tot één jaar en met een geldbote van € 2,50 to € 25.000 of met één van deze straffen alleen.

**Art. 28.** De natuurlijke persoon of rechtspersoon is burgerrechtelijk aansprakelijk voor de geldboetes en de kosten, met inbegrip van de gerechtskosten, waartoe zijn aangestelden, beheerders, vertegenwoordigers, vereffenaars of lasthebbers veroordeeld zijn.



CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

**Art. 29.** Aux fins de trancher les conflits pouvant survenir lors de l'interprétation et de l'exécution du présent accord, il est institué une juridiction de coopération composée d'un représentant de chaque Région, désigné par leurs gouvernements respectifs.

Les frais de fonctionnement de la juridiction de coopération sont pris en charge par chaque gouvernement régional conformément à la clé de répartition utilisée à l'article 16bis, § 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

La procédure devant cette juridiction est conduite conformément aux dispositions en la matière, de la loi du 23 janvier 1989 sur la juridiction visée aux articles 92bis, §§ 5 et 6, et 94, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

**Art. 30.** § 1<sup>er</sup>. Le présent accord entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, l'article 4, § 1<sup>er</sup> du présent accord entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* de l'agrément du Fonds, accordé conformément à l'article 9, § 4 du présent accord.

Fait le 22 mars 2001 en quatre exemplaires originaux.

Pour l'Etat fédéral :

La Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité  
et des Transports,  
Mme I. DURANT

Le Ministre des Finances,  
D. REYNDERS

Le Ministre de l'Economie,  
Ch. PICQUE

Le Ministre de la Protection de la Consommation,  
de la Santé publique et de l'Environnement,  
M. AELVOET

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable,  
O. DELEUZE

Pour la Région flamande :

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
P. DEWAELE

La Ministre de l'Environnement,  
Mme V. DUA

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement,  
M. FORET

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président  
du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,  
F.-X. de DONNEA

Le Ministre de l'Environnement,  
D. GOSUIN

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

**Art. 29.** Teneinde de betwistingen inzake de interpretatie en de uitvoering van huidige samenwerkingsakkoord te beslechten, wordt een samenwerkingsgerecht opgericht samengesteld uit een vertegenwoordiger van elk Gewest, aangeduid door hun respectieve regeringen.

De werkingskosten van het samenwerkingsgerecht worden ten laste genomen door elke gewestregering overeenkomstig de verdeelsleutel gebruikt in artikel 16bis, § 1 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

De procedure van dit rechtcollege wordt gevoerd overeenkomstig de bepalingen terzake van de wet van 23 januari 1989 op het rechtcollege bedoeld bij artikel 92bis, §§ 5 en 6, en artikel 94, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

**Art. 30.** § 1. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op de dag van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 2. In afwijking van § 1 treedt artikel 4, § 1, van huidige samenwerkingsakkoord in werking op de dag van bekendmaking van de statuten van het overeenkomstig artikel 9, § 4 erkende Fonds in het *Belgisch Staatsblad*.

Gedaan op 22 maart 2001 in vier originele exemplaren.

Voor de Federale Staat :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer,

Mevr. I. DURANT

De Minister van Financiën,  
D. REYNDERS

De Minister van Economie,  
Ch. PICQUE

De Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu,

M. AELVOET

De Staatssecretaris voor Energie en Duurzame Ontwikkeling,  
O. DELEUZE

Voor het Vlaams Gewest :

De Minister-President van de Vlaamse Regering,  
P. DEWAELE

De Vlaamse Minister van Leefmilieu,  
Mevr. V. DUA

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President van de Waalse Regering,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu,  
M. FORET

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

F.-X. de DONNEA

De Minister van Leefmilieu,  
D. GOSUIN

## MINISTERE

## DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2003 — 777

[2002/31660]

20 DECEMBRE 2002. — Ordonnance modifiant le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, en ce qui concerne la taxe sur les jeux de casino (1)

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

## MINISTERIE

## VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2003 — 777

[2002/31660]

20 DECEMBER 2002. — Ordonnantie tot wijziging van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, wat de belasting op de casinospelen betreft (1)

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Regering bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.